



Rapport financier  
pour les neuf mois terminés  
le 31 décembre 2008

# Rapport du troisième trimestre 2009



1	<b>Rapport aux actionnaires</b>
4	<b>Rapport de gestion</b>
4	1. Points saillants
5	2. Introduction
6	3. À propos de CAE
6	3.1 Qui nous sommes
6	3.2 Notre vision
6	3.3 Nos activités
11	4. Variations de change
12	5. Résultats consolidés
12	5.1 Résultats d'exploitation – Troisième trimestre de l'exercice 2009
14	5.2 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés
15	6. Résultats par secteur
16	6.1 Secteurs civils
18	6.2 Secteurs militaires
21	7. Mouvements de trésorerie et des liquidités consolidés
21	7.1 Mouvements de trésorerie consolidés
22	8. Situation financière consolidée
22	8.1 Capital utilisé consolidé
24	9. Acquisitions
24	10. Modifications de conventions comptables
25	11. Adoption des normes internationales d'information financière (IFRS)
25	12. Contrôles et procédures
25	12.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information
26	13. Principales données financières trimestrielles
27	<b>États financiers consolidés</b>
27	Bilans consolidés
28	États consolidés des résultats
29	États consolidés des variations en capitaux propres
30	États consolidés du résultat étendu
30	État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu
31	États consolidés des flux de trésorerie
32	<b>Notes afférentes aux états financiers consolidés</b>
32	Note 1 – Nature des activités et principales conventions comptables
33	Note 2 – Changements de conventions comptables
34	Note 3 – Acquisitions d'entreprises
35	Note 4 – Participations dans des coentreprises
36	Note 5 – Intérêts débiteurs, montant net
36	Note 6 – Comptes débiteurs
38	Note 7 – Renseignements supplémentaires
38	Note 8 – Partage de coûts avec le gouvernement
39	Note 9 – Avantages sociaux futurs
39	Note 10 – Gestion du capital
41	Note 11 – Instruments financiers et gestion des risques financiers
45	Note 12 – Secteurs d'exploitation et secteurs géographiques

# Rapport aux actionnaires

CAE publie les résultats financiers de son troisième trimestre clos le 31 décembre 2008. Le bénéfice net du trimestre est de 53,3 millions \$, soit 0,21 \$ par action, comparativement à 39,5 millions \$, soit 0,16 \$ par action, au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les données financières sont établies en dollars canadiens.

## Sommaire des résultats consolidés

Les revenus consolidés ce trimestre se chiffrent à 424,6 millions \$, comparativement à 344,8 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Pour le troisième trimestre, le bénéfice consolidé avant intérêts et impôts (BAII) s'élève à 78,7 millions \$, soit 18,5 % des revenus, comparativement à 61,7 millions \$, soit 17,9 % des revenus, l'an dernier.

« Notre performance au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice reflète les avantages d'une entreprise diversifiée », a déclaré Robert E. Brown, président et chef de la direction de CAE. « Nous avons bien positionné CAE au cours des dernières années, et cela nous a permis de renforcer l'entreprise face aux nombreux défis. L'année à venir sera plus difficile pour le secteur de l'aviation civile – particulièrement dans les domaines liés aux livraisons de nouveaux appareils. Nous nous adapterons au besoin afin de faire face au contexte économique actuel et de nous assurer que nous tirons profit d'une éventuelle reprise du marché. Nos perspectives concernant la position de CAE sur les marchés de la défense continuent d'être positives. Dans l'ensemble, nous croyons que nos actions et notre diversification nous aideront au fur et à mesure que nous traversons la prochaine période. »

## Faits marquants par secteur

Au cours du troisième trimestre, le secteur Formation et services associés – Civil a signé des accords d'une valeur prévue de 138,5 millions \$. Ces nouveaux accords incluent un contrat de cinq ans avec Home Depot pour la formation sur ses appareils Dassault Falcon; un contrat de trois ans avec Elite Jets pour la formation sur Gulfstream G450 et Hawker 850XP à Dubaï; et une alliance à long terme avec Honeywell pour faire de CAE son fournisseur privilégié de services de formation. De plus, au cours de ce trimestre, nous avons démarré nos activités à notre nouveau centre de formation à Bangalore, en Inde.

Du côté des Produits de simulation – Civil, nous avons remporté 11 commandes de simulateurs de vol (FFS) durant le trimestre, de la part de clients comme American Airlines, Continental Airlines, Air New Zealand, Saudi Arabian Airlines, Air China et le centre de formation aéronautique Hua Ou à Beijing. Depuis le début de l'exercice, nous avons annoncé la vente de 31 FFS. Nous prévoyons toujours recevoir 34 commandes pour l'exercice complet.

Nous avons obtenu plusieurs nouveaux contrats militaires ce trimestre totalisant 183,7 millions \$. Du côté des Produits de simulation – Militaire, nous avons remporté des contrats pour la fourniture d'un entraîneur de vol tactique et opérationnel MH-60S pour l'U.S. Navy; d'une mise à niveau du système visuel sur un simulateur Eurocopter EC135 pour l'Armée allemande; et d'un entraîneur de vol EC135 pour l'Armée polonaise. De plus, nous avons obtenu une levée d'option sur un contrat dans le cadre du programme Synthetic Environment Core (SE Core) de l'U.S. Army. Du côté Formation et services associés – Militaire, nous avons signé des contrats pour la fourniture de services de maintenance et de formation sur le simulateur C-130 pour l'U.S. Air Force; de formation des pilotes danois sur l'hélicoptère Merlin à notre centre de formation au Royaume-Uni; et de services de soutien et de maintenance du simulateur pour l'Armée de terre et l'Armée de l'air allemandes.

## Secteurs civils

### *Formation et services associés – Civil (FS/C)*

Pour le troisième trimestre, les revenus du secteur FS/C ont augmenté de 30 % par rapport à l'an dernier en raison de l'intégration de la Sabena Flight Academy, société acquise en juin 2008, et de l'ajout d'unités NESAs supplémentaires à notre réseau. La faiblesse du dollar canadien face au dollar américain et à l'euro a également eu une incidence positive sur nos résultats.

Le résultat d'exploitation sectoriel a augmenté de 39 % pour atteindre 21,6 millions \$ (17,9 % des revenus) ce trimestre en raison de la hausse des revenus; d'une modification de la composition des revenus; du progrès que nous avons fait en intégrant nos appareils de formation récemment déployés; et du taux de change favorable.

La valeur prévue des nouveaux accords totalise 138,5 millions \$, et le carnet de commandes du secteur affiche une valeur de 1 036,0 millions \$. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur est de 1,15 pour le trimestre et de 0,95 pour les douze derniers mois.

### *Produits de simulation – Civil (PS/C)*

Les revenus du secteur PS/C se chiffrent à 119,3 millions \$, en hausse de 15 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est principalement attribuable au nombre plus élevé de commandes depuis le début de l'exercice 2009.

Le résultat d'exploitation sectoriel est de 22,8 millions \$ (19,1 % des revenus) au troisième trimestre, en baisse de 10 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des différences au niveau de la diversification des programmes et de l'incidence d'une position de couverture de risque de change moins favorable. La plupart de nos revenus couverts plus tôt cette année ne bénéficient pas encore des taux de change favorables actuels. Ces répercussions ont été quelque peu atténuées par le recouvrement d'un montant de 1,7 million \$ qui avait été radié plusieurs années auparavant provenant d'un client qui avait été jugé non recouvrable.

Durant le trimestre, nous avons reçu 11 commandes de FFS civils. Les commandes totalisent 133,2 millions \$, et le carnet de commandes du secteur affiche une valeur de 359,5 millions \$. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est de 1,12 pour le trimestre et de 0,94 pour les 12 derniers mois.

### **Secteurs militaires**

Les revenus combinés au troisième trimestre pour l'activité militaire dans son ensemble se chiffrent à 184,4 millions \$ et le résultat d'exploitation combiné est de 34,3 millions \$, ce qui donne une marge d'exploitation de 18,6 %.

Les prises de commandes des secteurs combinés se chiffrent à 183,7 millions \$ et le ratio valeur comptable des commandes/ventes est de 1,00 pour le trimestre et de 1,15 pour les douze derniers mois.

### *Produits de simulation – Militaire (PS/M)*

Les revenus du secteur PS/M se chiffrent à 125,5 millions \$ ce trimestre, en hausse de 40 % par rapport à l'an dernier en raison du niveau plus élevé d'activités sur plusieurs contrats obtenus au cours du dernier exercice pour des simulateurs d'hélicoptères (NH90 et Super Puma) et d'avions de transport (C-130 et KDC-10). De plus, nous avons bénéficié d'un dollar canadien plus faible.

Le résultat d'exploitation sectoriel ce trimestre est de 25,7 millions \$ (20,5 % des revenus), en hausse de 123 % par rapport à celui de l'exercice précédent. L'augmentation provient d'une combinaison de facteurs, soit un nombre plus élevé de commandes, un dollar canadien plus faible et une utilisation plus importante des fonds provenant de notre projet Phoenix de partage de coûts de R-D.

Les prises de commandes ce trimestre se chiffrent à 92,2 millions \$ et le carnet de commandes du secteur affiche une valeur de 714,0 millions \$.

### *Formation et services associés – Militaire (FS/M)*

Les revenus du secteur FS/M se chiffrent à 58,9 millions \$ ce trimestre; ces revenus sont identiques à ceux de l'an dernier alors que nous avons bénéficié d'un recouvrement des revenus liés à l'examen annuel des taux de main-d'œuvre avec le gouvernement canadien. Cette année, nous avons eu une augmentation de la composition des revenus et une diminution des services de maintenance et de formation, et nous avons bénéficié de la faiblesse du dollar canadien.

Le résultat d'exploitation sectoriel est de 8,6 millions \$ ce trimestre, en baisse de 9 % par rapport à l'an dernier pour les mêmes raisons que celles qui ont été précédemment évoquées.

Les prises de commandes ce trimestre se chiffrent à 91,5 millions \$ et le carnet de commandes du secteur affiche une valeur de 833,3 millions \$.

### **Flux de trésorerie et situation financière**

Les flux de trésorerie disponibles se chiffrent à 71,7 millions \$ pour le troisième trimestre, en hausse de 21,9 millions \$ par rapport à l'an dernier. L'augmentation est principalement attribuable à un investissement plus faible de 52,7 millions \$ en fonds de roulement hors trésorerie, contrebalancée par une diminution de 20,1 millions de la trésorerie tirée des activités poursuivies, une augmentation des dépenses en immobilisations liées à la maintenance de 5,7 millions \$ et une augmentation des dividendes en espèces de 4,9 millions \$.

L'endettement net était de 265,9 millions \$ au 31 décembre 2008, en hausse de 9,4 millions \$ par rapport au trimestre dernier. Cette hausse découle en grande partie de la dépréciation du dollar canadien par rapport à notre dette libellée en devises, partiellement contrebalancée par l'augmentation nette de la trésorerie avant le produit et le remboursement de la dette à long terme.

CAE versera un dividende de 0,03 \$ par action le 31 mars 2009 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 16 mars 2009.

### **Autres résultats financiers consolidés**

#### *Prises de commandes et carnet de commandes*

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,07 pour le trimestre et à 1,03 pour les douze derniers mois. Les prises de commandes se chiffrent à un total de 455,4 millions \$ ce trimestre, comparativement à 389,8 millions \$ au trimestre précédent et à 566,6 millions \$ au troisième trimestre du dernier exercice. Notre carnet de commandes consolidé se chiffre à 2,943 milliards \$ à la clôture de ce trimestre. Des prises de commandes de 455,4 millions \$ ont été ajoutées au carnet, et atténuées par des revenus réalisés de 424,6 millions \$. Les fluctuations de taux de change ont augmenté la valeur du carnet de commandes de 170,2 millions \$.

#### *Dépenses en immobilisations*

Les dépenses en immobilisations ce trimestre totalisent 51,9 millions \$, provenant de 38,4 millions \$ en dépenses en immobilisations liées à la croissance visant à soutenir des engagements d'investissement antérieurs. Nous poursuivons l'expansion sélective de notre réseau de formation pour nous attaquer à une part additionnelle de marché et pour répondre à la demande accrue en matière de formation dans de nouveaux marchés. Le montant restant de 13,5 millions \$ provient des dépenses en immobilisations liées à la maintenance.

#### *Impôts sur les bénéfices*

Les impôts sur les bénéfices sont de 19,8 millions \$ ce trimestre, soit un taux d'imposition effectif de 27 %, qui est plus bas que d'habitude en raison de la conclusion des vérifications fiscales et des modifications au niveau de la proportion des revenus provenant de différentes juridictions aux fins fiscales. Nous prévoyons encore que le taux d'imposition effectif restera à environ 30 % pour l'exercice 2009.

# Rapport de gestion

pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2008

## 1. POINTS SAILLANTS

### DONNÉES FINANCIÈRES

TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2009

#### Hausse des revenus par rapport au trimestre précédent et à celui d'il y a un an

- Les revenus consolidés se sont établis à 424,6 millions \$ ce trimestre, en hausse de 17,9 millions \$, soit 4 %, par rapport au trimestre précédent et de 79,8 millions \$, soit 23 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent;
- Les revenus consolidés des neuf premiers mois de l'exercice 2009 ont atteint 1 223,4 millions \$, en hausse de 166,4 millions \$, soit 16 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

#### Hausse du bénéfice, du bénéfice net et du bénéfice dilué par action tirés des activités poursuivies par rapport au trimestre précédent et à celui d'il y a un an

- Le bénéfice tiré des activités poursuivies s'est élevé à 53,3 millions \$ (soit 0,21 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 48,9 millions \$ (soit 0,19 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une hausse de 4,4 millions \$ ou 9 %, et à 40,1 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) au troisième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 13,2 millions \$ ou 33 %;
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2009, le bénéfice tiré des activités poursuivies s'est établi à 149,2 millions \$ (soit 0,58 \$ par action), comparativement à 117,8 millions \$ (soit 0,46 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 31,4 millions \$ ou 27 %.

#### Flux de trésorerie disponibles<sup>1</sup> positifs de 71,7 millions \$

- Les flux de trésorerie nets provenant des activités poursuivies se sont établis à 93,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à 59,4 millions \$ pour le trimestre précédent et à 61,0 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance<sup>2</sup> et autres actifs se sont élevées à 14,5 millions \$ ce trimestre, comparativement à 8,7 millions \$ au trimestre précédent et à 8,7 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en espèces ont totalisé 7,4 millions \$ ce trimestre, comparativement à 7,5 millions \$ au trimestre précédent et à 2,5 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent.

#### Capital utilisé<sup>3</sup> en hausse de 145,6 millions \$, ou 11 %, ce trimestre par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie<sup>4</sup> a diminué de 31,8 millions \$ au troisième trimestre, pour s'établir à une valeur négative de 54,3 millions \$;
- Les immobilisations corporelles et les autres actifs à long terme ont augmenté respectivement de 147,1 millions \$ et de 48,5 millions \$, principalement en raison de la variation des taux de change;
- Les autres passifs à long terme ont augmenté de 18,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent;
- La dette nette<sup>5</sup> s'établissait à 265,9 millions \$ ce trimestre.

#### COMMANDES<sup>6</sup>

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,07 au troisième trimestre. Il était de 1,03 pour les douze derniers mois;
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 455,4 millions \$, comparativement à 389,8 millions \$ au trimestre précédent et à 566,6 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes s'établissait à 2 942,8 millions \$ au 31 décembre 2008.

#### Secteurs civils

- Formation et services associés – Civil a obtenu des contrats d'une valeur prévue de 139 millions \$;
- Produits de simulation – Civil a remporté 133 millions \$ de commandes comprenant 11 simulateurs de vol complets (FFS).

<sup>1</sup> Mesure hors PCGR (voir point 7.1).

<sup>2</sup> Mesure hors PCGR (voir point 7.1).

<sup>3</sup> Mesure hors PCGR (voir point 8.1).

<sup>4</sup> Mesure hors PCGR (voir point 8.1).

<sup>5</sup> Mesure hors PCGR (voir point 8.1).

<sup>6</sup> Mesure hors PCGR (voir point 5.2).

**Secteurs militaires**

- Produits de simulation – Militaire a remporté 92 millions \$ de commandes pour de nouveaux systèmes de formation et des mises à niveau;
- Formation et services associés – Militaire a remporté de nouveaux contrats évalués à plus de 91 millions \$.

**2. INTRODUCTION**

Dans le présent rapport, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et *la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice* et *2009* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2009;
- *Le dernier exercice*, *l'exercice précédent* et *l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2008;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 11 février 2009, et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), les états financiers consolidés non vérifiés et les notes qui les complètent pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2008. Nous l'avons rédigé pour aider votre compréhension des activités, de la performance et la situation financière de la Société au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Tous les tableaux présentent des chiffres non vérifiés.

D'autres renseignements figurent dans nos états financiers consolidés pour le trimestre clos le 31 décembre 2008 et dans les états financiers consolidés annuels que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2008. Le rapport de gestion pour l'exercice 2008 contient en outre un complément d'information sur :

- Notre vision, notre stratégie et nos principaux indices de performance;
- Nos activités;
- Les variations de change;
- Les mesures financières;
- Les acquisitions, fusions et désinvestissements;
- Les risques et les incertitudes inhérents à notre activité;
- Les procédures et moyens de contrôle;
- Le rôle de surveillance du comité de vérification et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, [www.cae.com](http://www.cae.com), sur celui de SEDAR, [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ou sur celui d'EDGAR, [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

**NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE**

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions;
- Ou si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

**MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS**

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos marchés, notre future performance financière, notre stratégie, nos projets, nos buts et nos objectifs. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité, ou en raison d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2008.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

### **3. À PROPOS DE CAE**

#### **3.1 Qui nous sommes**

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation, et des solutions intégrées de formation destinées à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier.

Nous sommes concepteur, constructeur et fournisseur de matériels de simulation, et nous sommes aussi prestataire de services de formation et de services associés. Ce matériel et ces services comprennent, d'une part, des solutions intégrées de modélisation, de simulation et de formation destinées aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires, aux avionneurs et aux forces de défense, et d'autre part, des services de formation que nous assurons aux pilotes et, dans certains cas, aux agents de bord et aux techniciens de maintenance dans des centres de formation situés partout dans le monde.

Nos simulateurs de vol complets recréent le comportement des appareils dans une large gamme de situations et de conditions ambiantes. Les systèmes visuels très perfectionnés reproduisent des centaines d'aéroports dans le monde, ainsi qu'une vaste gamme de pistes d'atterrissage et d'environnements de vol. Ajoutant le mouvement et les effets sonores à cette simulation visuelle, les simulateurs plongent les pilotes et les équipages de tous niveaux dans un environnement d'entraînement réaliste.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâti une excellente réputation et une relation durable avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 60 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale. CAE compte environ 7 000 employés dans plus de 75 installations et centres de formation dans 20 pays. CAE tire plus de 90 % de ses revenus annuels d'exportations dans le monde entier et d'activités internationales.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées :

- À la Bourse de Toronto, sous le symbole CAE;
- À la Bourse de New York, sous le symbole CGT.

#### **3.2 Notre vision**

Notre vision est d'être un chef de file mondial dans le domaine de la modélisation, de la simulation et de la formation technique pour améliorer la sécurité et diminuer les risques et les coûts dans le cadre d'environnements complexes.

Nous nous classons au premier ou au deuxième rang mondial dans presque toutes nos activités centrales, mais la concurrence est féroce et ainsi notre leadership technologique et notre capacité à contrôler nos coûts sont des éléments essentiels au maintien de notre succès. Nous avons réussi à changer notre façon de faire des affaires, à renforcer notre situation financière et à nous doter d'une solide assise pour créer de la valeur pour l'actionnaire pour l'avenir.

Positionner CAE pour la croissance et poursuivre notre vision sont au cœur de notre démarche.

#### **3.3 Nos activités**

CAE dessert deux grands marchés dans le monde :

- Le marché civil comprend les avionneurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères, les centres de formation et les centres de dotation en pilotes;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM et les forces de défense du monde entier.

Nous gérons nos activités et présentons nos résultats en quatre secteurs, un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun des deux marchés. Chacun des secteurs compte pour une part importante de nos résultats.

## MARCHÉ CIVIL

### Formation et services associés – Civil (FS/C)

*Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés*

Notre secteur FS/C est le principal fournisseur indépendant de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le numéro deux des fournisseurs de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous nous distinguons en étant présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation commerciale (grandes lignes et lignes régionales) et l'aviation d'affaires. Nous offrons une gamme complète de services, notamment la gestion de centres de formation, la formation aux techniciens de maintenance, la gestion des pièces de rechange des simulateurs, l'élaboration de programmes de formation, les services de consultation et les solutions d'apprentissage en ligne. En tant que chef de file de l'aéronautique, nous utilisons l'analyse des données de vol pour permettre l'étude efficace et la compréhension des données de vol enregistrées dans le but de rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et d'améliorer la maintenance et les opérations aériennes. En outre, nous offrons aux compagnies aériennes une solution à long terme en matière de recrutement des pilotes grâce à la capacité de CAE sur le plan de la dotation en pilotes. Nous nous sommes hissés à ce rang grâce à des acquisitions, à des coentreprises et à des investissements internes dans des installations neuves. Nous avons actuellement plus de 130 FFS en service et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans plus de 30 centres partout dans le monde, notamment dans des centres de formation pour l'aviation, des organismes de formation aéronautique et des centres tiers. Nous continuons d'accroître de manière sélective le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) dans notre réseau en vue de maintenir notre position, d'accroître notre part de marché et de répondre aux nouveaux créneaux qui pourraient s'ouvrir. Nous sommes en train d'étendre notre réseau de formation de manière à pouvoir répondre aux besoins en formation liés aux appareils en service, ces besoins étant continus et périodiques, tout en continuant à être moins dépendants des nouvelles livraisons d'appareils pour assurer nos revenus.

### Produits de simulation – Civil (PS/C)

*Ce secteur conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs d'entraînement et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile*

Notre secteur PS/C est un chef de file mondial de la simulation de vol pour l'aviation civile. Nous concevons et construisons plus de FFS et de systèmes visuels pour les avions des compagnies aériennes nationales et régionales, pour les centres de formation de tiers et pour les constructeurs OEM que n'importe quelle autre société. Nous possédons une grande expérience en matière de développement de simulateurs pour de nouveaux types d'appareils, avec plus d'une vingtaine de modèles différents, auxquels se sont ajoutés récemment les Boeing 787, Boeing 747-8, Airbus A380, Bombardier Global Express, Embraer Phenom 100/300 et Dassault Falcon 7X. Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la vente de pièces de rechange, la mise à niveau de simulateurs et leur déménagement.

### Tendances et perspectives commerciales

Nous prévoyons que la demande liée au trafic aérien continuera d'augmenter à moyen et à long terme, mais nous demeurons sur nos gardes à court terme étant donné que les marchés mondiaux rendent compte du ralentissement économique. Le bouleversement que connaissent les marchés des capitaux et du crédit à l'échelle mondiale, plus spécifiquement le ralentissement apparent du financement des appareils, ainsi que la possibilité d'une récession mondiale prolongée sont susceptibles de toucher plus durement un certain nombre de clients de CAE.

Nos revenus tirés des services de formation proviennent en partie de la formation périodique qui est essentielle au maintien de la flotte aérienne actuellement en service dans le monde, soit plus de 33 000 appareils. Le secteur est relativement plus stable, mais la réduction de capacité des compagnies aériennes et des exploitants de jets d'affaires freine la demande de formation sur certaines plateformes. Dans le secteur des produits, notre carnet de commandes continuera de soutenir en partie nos revenus pour la prochaine année. Les commandes de nouveaux produits de simulation pourraient être compromises par le niveau des ventes de nouveaux appareils et les livraisons subséquentes. Nous prévoyons que les ventes et les livraisons d'appareils pourraient diminuer en raison de la conjoncture économique difficile en 2009.

Nous sommes d'avis qu'à moyen et à long terme, l'industrie aéronautique, et plus particulièrement le secteur des produits et des services de formation, continuera à croître. Conscients qu'il s'agit d'un marché dynamique, nous continuons de surveiller certains facteurs clés liés à l'économie et au marché qui pourraient avoir une incidence sur nos activités et modifier nos perspectives. Les baisses réelles et éventuelles des taux de production et l'annulation de commandes d'appareils par les principaux constructeurs OEM ont une incidence déterminante sur la demande pour certains produits et solutions de CAE.

L'incidence du ralentissement économique mondial actuel est plus marquée sur les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis et l'Europe. Les marchés émergents connaissent également un ralentissement important par rapport à leur forte progression passée. Cependant, la croissance économique dans ces régions demeure plus forte que sur les marchés parvenus à maturité.

Malgré la conjoncture actuelle, les tendances suivantes appuient notre point de vue à moyen et à long terme en ce qui concerne le marché civil :

- Carnets de commandes d'appareils;
- Nouvelles plateformes moins énergivores;
- Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructure pour soutenir le trafic aérien;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés.

La récente diminution du trafic passager mondial, la réduction de capacité des compagnies aériennes et les niveaux plus élevés de stocks d'appareils d'occasion sont des facteurs qui doivent être suivis de près pour déceler toute répercussion éventuelle à plus long terme.

### ***Carnets de commandes d'appareils***

Pour l'année 2008, Boeing a reçu 662 commandes nettes d'appareils neufs, et Airbus a reçu 777 commandes. Bien que le rythme des commandes ait ralenti en 2008, et compte tenu des récentes informations de presse relativement au report par certains de leurs clients de la livraison d'appareils, les niveaux records des carnets de commandes devraient entraîner des occasions d'affaires pour l'ensemble de notre catalogue de produits et de services de formation. Ces deux avionneurs ont également annoncé des programmes de financement pour leurs clients. À court terme, le dérèglement des marchés du crédit pourrait avoir une incidence notable sur les livraisons d'appareils.

Dans le secteur des jets d'affaires, bien que le carnet de commandes ait atteint un niveau record, les reports et les annulations de commandes ont déjà poussé plusieurs constructeurs d'avions d'affaires à baisser leur taux de production.

### ***Nouvelles plateformes moins énergivores***

Les constructeurs OEM ont annoncé leurs projets de sortir ou ont déjà sorti de nouvelles plateformes qui vont stimuler au niveau mondial la demande en simulateurs et en services de formation. Les Boeing 787, Boeing 747-8, Airbus A350XWB, Embraer 190, Dassault Falcon 7X, les jets très légers et légers Embraer Phenom 100 et Embraer Phenom 300, le jet très léger Eclipse 500 ainsi que le Bombardier CSeries en sont des exemples récents.

L'arrivée de nouvelles plateformes va provoquer une demande pour de nouveaux types de simulateurs. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les avionneurs pour resserrer les liens avec eux et être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. À ce titre, nous avons été désignés comme fournisseur agréé de Bombardier pour la formation sur le Global Express, le Global 5000 et le Global Express XRS. Nous avons également établi avec Embraer une coentreprise qui assurera la formation complète sur les nouveaux jets très légers et légers Phenom 100 et Phenom 300. Les livraisons de nouveaux modèles d'avions sont susceptibles de faire l'objet de retards sur le plan des lancements de programmes, qui pourraient se répercuter sur nos propres délais de prise de commandes et de livraison.

### ***Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructure pour soutenir le trafic aérien***

#### ***Marchés nouveaux et émergents***

Les marchés émergents tels que ceux de l'Asie du Sud-Est, du sous-continent indien et du Moyen-Orient devraient connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité au niveau de leur trafic aérien et de l'essor économique, ainsi qu'une libéralisation progressive des politiques de transport aérien et l'apparition d'accords bilatéraux en la matière. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande de FFS et de centres de formation. De plus, CAE a lancé de nouveaux produits, tels que le simulateur de vol Série CAE 5000 et CAE True<sup>MC</sup> Environnement, qui sont conçus spécialement pour les marchés nouveaux et émergents, et qui apportent un plus grand réalisme dans la simulation de l'environnement de contrôle du trafic aérien.

### **Croissance à long terme prévue du trafic aérien**

Même si la croissance du trafic passager a ralenti au cours de l'année 2008 par rapport à la forte croissance enregistrée pour l'année 2007, nous prévoyons que le trafic passager reprendra sa croissance à long terme. Actuellement, le secteur du trafic aérien traverse une période très mouvementée, notamment en raison du ralentissement économique mondial et du dérèglement du marché du crédit. Au cours des vingt dernières années, la croissance moyenne du trafic aérien a été de 4,8 %, et nous estimons que pour les 20 prochaines années, le trafic aérien, tant pour les passagers que pour les marchandises, atteindra cette croissance ou la surpassera légèrement. Cela est sans compter l'effet que pourrait produire tout événement majeur (instabilité politique régionale, acte terroriste, pandémie, forte hausse soutenue du prix du carburant, crise économique, ou autres événements mondiaux).

### **Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés**

#### *La demande mondiale devrait progresser à long terme*

La croissance du marché de l'aviation civile a engendré partout dans le monde une demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord, mais a provoqué une pénurie de membres d'équipage qualifiés dans certains marchés. Ce phénomène est amplifié par le vieillissement démographique; les pilotes militaires sont moins nombreux à transférer dans le secteur civil, et les écoles techniques enregistrent peu d'inscriptions. Dans les marchés émergents comme l'Asie du Sud-Est et la Chine, on s'attend à ce que la croissance à long terme du trafic aérien augmente plus rapidement que dans les pays développés, et l'infrastructure capable de satisfaire à la demande prévue fait défaut.

Cette pénurie crée des occasions d'affaires pour la dotation en pilotes, notre formule clé en main qui inclut le recrutement, la sélection et la formation des pilotes. Elle nous incite aussi à rechercher des partenaires pour développer notre initiative mondiale visant à former et à fournir des pilotes en demande sur le marché.

La pénurie mondiale de techniciens de maintenance donne à CAE la possibilité de placer plus rapidement ses solutions pour la formation technique. Quoique à un degré moindre, cette tendance touche aussi les agents de bord pour lesquels nous explorons également de nouvelles solutions de formation.

#### *Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation*

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commencera à jouer un rôle encore plus important avec les nouveaux processus d'attestation de compétence par une « licence de pilote en équipage multiple » (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), dont l'adoption devrait être approuvée dans un proche avenir par les organismes de réglementation nationaux. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour mener les étudiants *ab initio* à devenir des copilotes d'avions de ligne modernes. La MPL devrait être largement adoptée dans les marchés émergents comme ceux de la Chine, de l'Inde et de l'Asie du Sud-Est où le besoin de pilotes qualifiés, formés de la manière la plus efficace possible, est le plus important.

## **MARCHÉ MILITAIRE**

### **Produits de simulation – Militaire (PS/M)**

*Ce secteur conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales*

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements de simulation de vol militaires. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes de formation et des logiciels de création pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des avions de transport et des aéronefs de patrouille en mer. Nous avons créé la plus vaste gamme de simulateurs d'hélicoptères dans le monde. Nos simulateurs militaires reproduisent avec une grande fidélité des environnements de combat mettant en jeu de façon interactive les forces amies et ennemies, ainsi que les armements et les systèmes de détection. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes de formation aux forces de défense de plus de 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains. Nous avons aussi élaboré plus de systèmes de formation et d'entraînement pour l'avion Hercules C-130 que quiconque dans le monde.

### **Formation et services associés – Militaire (FS/M)**

*Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes, ainsi que des solutions de modélisation et de simulation*

Notre secteur FS/M fournit des services de soutien logistique, des services de maintenance et l'entraînement sur simulateur dans plus de 60 sites dans le monde. Il fournit également une variété de services fondés sur la modélisation et la simulation.

## **Tendances et perspectives commerciales**

Bien que nous prévoyions que les budgets de la défense, à l'échelle mondiale, resteront stables ou subiront de faibles réductions dans un avenir prévisible, y compris aux États-Unis, dont le marché de la défense est le plus important du monde, nous estimons pouvoir accroître notre part de ce marché pour les raisons suivantes :

- Hausse de la demande en produits et services spécialisés de même nature que les nôtres;
- Hausse du coût d'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, incitant les forces armées à avoir de plus en plus recours à la simulation;
- Évolution de la nature des conflits.

### ***Hausse de la demande en produits et services spécialisés de même nature que les nôtres***

#### ***Nouvelles plateformes d'avions***

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs de matériels militaires en vue de resserrer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les avionneurs sont en train de mettre sur le marché de nouvelles plateformes qui devraient alimenter la demande mondiale sur le plan des simulateurs et des services de formation. Ainsi, Boeing conçoit actuellement un nouvel aéronef de patrouille en mer, le P-8A Poseidon; NH Industries a commencé à livrer ses hélicoptères NH90; tandis qu'EADS CASA est en train de promouvoir vigoureusement son appareil de transport C-295 dans le monde entier, et que Sikorsky propose de nouvelles versions de son hélicoptère H-60 aux armées et aux marines nationales. Tout ceci stimule la demande pour de nouveaux simulateurs et des services de formation.

#### ***Tendance à l'impartition***

Aux prises avec des contraintes de budget et de ressources, les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens d'économiser et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements impartissent leurs services de formation, car ils peuvent ainsi être livrés plus rapidement et à moindres coûts. C'est ainsi qu'un consortium dont CAE est membre a commencé à assurer au cours de l'exercice 2009 la formation sur le NH90 à l'Allemagne et à d'autres forces armées.

#### ***Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes***

Les constructeurs aéronautiques prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mises à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes.

### ***Hausse du coût d'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, incitant les forces armées à avoir de plus en plus recours à la simulation***

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles qui pourraient être d'autant plus considérables si le prix du carburant se maintient à un niveau élevé, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers. L'activité intense liée aux conflits qui perdurent dans le monde fait en sorte que les actifs se déprécient plus rapidement que prévu. Contrairement au secteur commercial, où la formation par la simulation est largement répandue, il reste encore tout un marché à développer à cet égard dans le milieu de la défense. En outre, l'on observe un recours croissant à la simulation tout au long du cycle de vie du système de défense, soit de la conception et l'expérimentation jusqu'à la formation et aux opérations.

### ***Évolution de la nature des conflits***

#### ***Demande de réseautage***

La nature de la guerre évolue. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement peuvent être mis en réseau afin de former des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes.

### Acceptation grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation. Les logiciels d'environnement synthétique permettent aux militaires de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions de bout en bout, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. À titre d'exemple, au cours de la dernière année, nous avons livré au 160<sup>e</sup> régiment d'aviation des opérations spéciales de l'Armée de terre américaine des simulateurs de missions de combat MH-47G et MH-60L dotés d'une architecture de notre conception avec une base de données commune (CDB). L'architecture CDB promet de rehausser de façon importante les capacités de création rapide des bases de données pour les répétitions de missions sur simulateur.

## 4. VARIATIONS DE CHANGE

Tous les montants présentés sont exprimés en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les opérations libellés en devises selon divers taux de change, comme l'exigent les PCGR.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales devises dans lesquelles sont libellées nos opérations.

Nous avons utilisé les taux de change ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en monnaie canadienne à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	31 décembre 2008	30 septembre 2008	Augmentation (diminution)	31 mars 2008	Augmentation (diminution)
Dollar US (\$US)	1,22	1,06	15 %	1,03	18 %
Euro (€)	1,70	1,49	14 %	1,62	5 %
Livre sterling (£)	1,79	1,89	(5 %)	2,04	(12 %)

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits et les charges étaient les suivants :

	31 décembre 2008	30 septembre 2008	Augmentation (diminution)	31 décembre 2007	Augmentation (diminution)
Dollar US (\$US)	1,21	1,04	16 %	0,98	23 %
Euro (€)	1,60	1,56	3 %	1,42	13 %
Livre sterling (£)	1,90	1,97	(4 %)	2,01	(5 %)

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

#### – Nos réseaux de centres de formation civils et militaires

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Selon les PCGR, les gains ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans une filiale autonome sont reportés dans l'ajustement pour conversion de change (cumul des autres éléments du résultat étendu), qui est présenté dans la section Capitaux propres du bilan. Tout effet d'une variation de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état des résultats de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

#### – Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni, Australie et Inde)

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les filiales autonomes le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et de matériels qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

#### – Nos activités de produits de simulation au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des devises (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en devises), environ 85 % des revenus annuels que nous réalisons à partir du Canada sont libellés en devises (en dollars US et en euros principalement), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en devises font l'objet d'une opération de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos revenus sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite aux effets du mouvement des devises, qui se font donc encore partiellement ressentir sur l'état des résultats.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars US, nous effectuons des opérations de couverture de coûts libellés en devises à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication. Ces opérations de couverture sont venues à échéance à la fin du deuxième trimestre. De plus, nous avons une couverture qui assure le montant en dollars canadiens des intérêts débiteurs et des remboursements en capital sur une dette libellée en dollars US échéant en juin 2009.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, nous avons commencé à constituer un portefeuille de positions de couverture de change afin d'atténuer le risque sur une partie de nos revenus futurs de la présente volatilité élevée du taux de change entre le dollar canadien et le dollar US. Nous couvrons ainsi une partie des revenus afin qu'une partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des revenus futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

## 5. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### 5.1 Résultats d'exploitation – Troisième trimestre de l'exercice 2009

#### Sommaire des résultats consolidés

(en millions, sauf les montants par action)

	T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008	T3 2008
Revenus	\$ 424,6	406,7	392,1	366,6	344,8
Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII)	\$ 78,7	75,5	71,3	69,7	61,7
<i>En pourcentage des revenus</i>	% 18,5	18,6	18,2	19,0	17,9
Intérêts débiteurs, montant net	\$ 5,6	5,2	4,3	4,7	4,8
Bénéfice des activités poursuivies (avant impôts)	\$ 73,1	70,3	67,0	65,0	56,9
Charge d'impôts	\$ 19,8	21,4	20,0	18,0	16,8
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 53,3	48,9	47,0	47,0	40,1
Résultat des activités abandonnées	\$ –	(0,2)	(0,9)	(11,4)	(0,6)
Bénéfice net	\$ 53,3	48,7	46,1	35,6	39,5
Bénéfice de base des activités poursuivies, par action	\$ 0,21	0,19	0,18	0,19	0,16
Bénéfice dilué des activités poursuivies, par action	\$ 0,21	0,19	0,18	0,18	0,16
Bénéfice de base et dilué, par action	\$ 0,21	0,19	0,18	0,14	0,16

#### Hausse de 4 % des revenus par rapport au trimestre précédent et de 23 % par rapport à l'exercice précédent

Les revenus ont été en hausse de 17,9 millions \$ par rapport à ceux du dernier trimestre. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur FS/C ont été en hausse de 12,9 millions \$, soit 12 %, surtout en raison d'une plus grande utilisation des actifs récemment déployés et de la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar US et à l'euro;
- Les revenus du secteur PS/C se sont accrus de 5,0 millions \$, soit 4 %, en raison essentiellement d'un nombre plus élevé de commandes et des revenus constatés pour le trimestre au titre des simulateurs en voie de fabrication et d'achèvement pour lesquels des contrats de vente ont été signés ce trimestre;
- Les revenus des deux secteurs militaires (FS/M et PS/M) sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent.

Les revenus ont affiché une progression de 79,8 millions \$ par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur PS/M ont enregistré une hausse de 35,9 millions \$, soit 40 %, en raison principalement du niveau d'activité plus élevé relativement à divers contrats concernant des simulateurs signés l'an passé et de l'incidence positive de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar US et à l'euro;
- Les revenus du secteur FS/C ont augmenté de 28,1 millions \$, soit 30 %. Cette progression est attribuable surtout à la consolidation des résultats de la Sabena Flight Academy (société acquise en juin 2008), ainsi qu'à l'apport de nouvelles unités NESA dans notre réseau et à l'incidence positive du change;
- Les revenus du secteur PS/C ont augmenté de 15,8 millions \$, soit 15 %, en raison principalement du nombre plus élevé de commandes depuis le début de l'exercice 2009;
- Les revenus du secteur FS/M sont demeurés stables par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2008. Les efforts accrus déployés dans le cadre de certains contrats de maintenance et l'incidence positive du change ont été annulés par le ralentissement des activités de formation pour certains programmes au cours du trimestre et par un recouvrement de revenus (découlant de l'examen annuel des taux de main-d'œuvre avec le gouvernement canadien) survenu au troisième trimestre de 2008.

Pour la période de neuf mois écoulée, les revenus se sont élevés à 1 223,4 millions \$, en hausse de 166,4 millions \$, soit 16 %, par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2008.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

### **Hausse de 3,2 millions \$ du BAI<sup>7</sup> par rapport au trimestre précédent et de 17,0 millions \$ par rapport à il y a un an**

Pour le trimestre écoulé, le BAI s'est établi à 78,7 millions \$, soit 18,5 % des revenus, compte tenu d'un gain de change de 1,9 million \$ découlant de la réduction de l'investissement dans certaines filiales autonomes.

Par rapport au trimestre précédent, le BAI s'est accru de 3,2 millions \$, soit 4 %. L'augmentation du résultat d'exploitation des secteurs<sup>8</sup> PS/M et FS/C a été en partie contrebalancée par une diminution dans les secteurs PS/C et FS/M.

Par rapport à il y a un an, le BAI s'inscrit en hausse de 17,0 millions \$, soit 28 %, essentiellement en raison de l'augmentation de 14,2 millions \$ et de 6,1 millions \$ du résultat d'exploitation des secteurs PS/M et FS/C, respectivement. Cette hausse a été atténuée par la diminution de 2,4 millions \$ et de 0,9 million \$ du résultat d'exploitation des secteurs PS/C et FS/M, respectivement.

Pour la période de neuf mois écoulée, le BAI a atteint 225,5 millions \$, en hausse de 43,7 millions \$, soit 24 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

### **Le montant net des intérêts débiteurs a augmenté par rapport à celui du trimestre précédent et à celui d'il y a un an**

Le montant net des intérêts débiteurs a augmenté par rapport à celui du trimestre précédent en raison de la hausse des intérêts débiteurs sur la dette à long terme par suite de l'utilisation accrue de la facilité de crédit renouvelable aux fins du fonds de roulement.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le montant net des intérêts débiteurs s'est élevé à 15,1 millions \$, soit 2,3 millions \$ de plus que celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des intérêts débiteurs sur la dette à long terme liés à l'accroissement des emprunts, atténuée par la hausse des intérêts capitalisés sur les immobilisations en cours.

<sup>7</sup> Le bénéfice avant intérêts et impôts (BAI) est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du BAI, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

<sup>8</sup> Le résultat d'exploitation sectoriel (RES) est une mesure hors PCGR et l'une des principales valeurs considérées pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs d'exploitation. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur exploitation. Le RES correspond au bénéfice avant les autres revenus (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées.

**Taux d'imposition effectif de 27 % ce trimestre**

Les impôts sur les bénéfices se sont établis à 19,8 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 27 %, comparativement à un taux de 30 % pour le trimestre précédent et de 30 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2008. Les impôts sur les bénéfices des neuf premiers mois se sont établis à 61,2 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 29 %, comparativement à un taux de 30 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le taux d'imposition a été plus faible au troisième trimestre et pendant les neuf premiers mois de l'exercice 2009, en raison surtout de la conclusion des vérifications fiscales et de la modification de la proportion des revenus provenant de différentes juridictions aux fins fiscales.

Nous estimons que le taux d'imposition effectif pour l'exercice 2009 sera d'environ 30 %.

**Résultats des activités abandonnées**

Les ajustements effectués sur le bénéfice en raison de gains ou de pertes provenant des activités abandonnées ont été négligeables ce trimestre.

**5.2 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés<sup>9</sup>**

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 2 942,8 millions \$ à la fin du trimestre. Les nouvelles commandes enregistrées ce trimestre ont augmenté de 455,4 millions \$ la valeur du carnet de commandes, mais, en contrepartie, celle-ci a été réduite par les revenus de 424,6 millions \$ tirés du carnet de commandes. Le carnet de commandes a également enregistré une hausse de 170,2 millions \$ surtout attribuable à la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar US et à l'euro, atténuée partiellement par l'appréciation du dollar canadien par rapport à la livre sterling.

**Hausse de 7 % du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'incidence du change**

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2008		Neuf mois terminés le 31 décembre 2008	
Carnet de commandes en début de période	2 741,8	\$	2 899,9	\$
+ commandes	455,4		1 202,1	
- revenus	(424,6)		(1 223,4)	
+ / - ajustements (principalement l'écart de change)	170,2		64,2	
Carnet de commandes en fin de période	2 942,8	\$	2 942,8	\$

Le ratio valeur comptable des commandes / ventes pour le trimestre s'est établi à 1,07. Il était de 1,03 pour les douze derniers mois.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

<sup>9</sup> La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les revenus attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes / ventes correspond au total des commandes divisé par le total des revenus de la période.

## 6. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Nous gérons nos activités et présentons nos résultats en quatre secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Les opérations intersectorielles sont comptabilisées au coût au niveau consolidé et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs qu'il utilise en commun avec les autres, nous lui attribuons la part des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux) qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

### PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

#### Résultat d'exploitation sectoriel

(en millions, sauf marges d'exploitation)

		T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008	T3 2008
<i>Secteurs civils</i>						
Formation et services associés – Civil	\$	21,6	19,1	20,7	23,8	15,5
	%	17,9	17,7	18,8	22,8	16,7
Produits de simulation – Civil	\$	22,8	23,4	27,4	23,8	25,2
	%	19,1	20,5	20,1	22,3	24,3
<i>Secteurs militaires</i>						
Produits de simulation – Militaire	\$	25,7	21,6	13,6	14,5	11,5
	%	20,5	17,1	15,4	14,3	12,8
Formation et services associés – Militaire	\$	8,6	11,4	9,6	7,6	9,5
	%	14,6	19,5	16,9	14,0	16,1
Résultat d'exploitation sectoriel total (BAII)	\$	78,7	75,5	71,3	69,7	61,7

Nous utilisons le résultat d'exploitation sectoriel pour mesurer la rentabilité de nos quatre secteurs d'exploitation et nous aider dans nos décisions de répartition des ressources entre eux. Nous calculons le résultat d'exploitation sectoriel à partir du bénéfice net du secteur avant les autres revenus, les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées. Ceci nous permet de juger de la rentabilité d'un secteur en dehors de l'effet sur celui-ci d'éléments qui n'ont pas directement à voir avec son rendement.

#### Capital utilisé

(en millions)

		T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008	T3 2008
<i>Secteurs civils</i>						
Formation et services associés – Civil	\$	1 083,2	939,1	919,0	868,3	774,3
Produits de simulation – Civil	\$	(39,1)	(20,9)	(12,5)	(81,9)	(38,7)
<i>Secteurs militaires</i>						
Produits de simulation – Militaire	\$	123,8	139,2	106,7	68,4	100,1
Formation et services associés – Militaire	\$	160,9	146,6	150,5	136,5	138,4
	\$	1 328,8	1 204,0	1 163,7	991,3	974,1

## 6.1 Secteurs civils

### FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu des contrats d'une valeur prévue de 138,5 millions \$ pour le trimestre écoulé, notamment :

- Un contrat de cinq ans avec Home Depot pour la fourniture d'un vaste éventail de services de formation des pilotes et des agents de bord et de formation technique pour son appareil Dassault Falcon;
- Un contrat de trois ans avec Elite Jets pour la formation sur le Gulfstream G450 et le Hawker 850XP à notre centre de formation Emirates-CAE Flight Training;
- Une entente à long terme avec Honeywell, selon laquelle CAE devient le fournisseur privilégié de services de formation pour l'aviation commerciale, militaire et d'affaires de Honeywell Aerospace;
- Un contrat de cinq ans avec Gulf Helicopter pour la formation sur l'appareil Bell 412. Le programme comprend la formation sur le simulateur de vol Bell 412 de CAE, l'instruction approfondie en salle et des cours de gestion des ressources en équipe (CRM);
- Un contrat de trois ans avec Executive AirShare pour la prestation de services de formation sur simulateur avec instructeur (*wet training*) sur un certain nombre d'appareils de sa flotte aérienne;
- Un contrat de deux ans avec Air America Flight Services pour la prestation de services de formation sur simulateur avec instructeur (*wet training*) sur les appareils de sa flotte aérienne.

### Expansion et initiatives nouvelles

- Nous avons mis en service notre centre de formation de Bangalore, en Inde, et avons commencé à y offrir de la formation;
- Quatre simulateurs ont été certifiés prêts à la formation (RFT) au cours du trimestre, dont deux simulateurs Airbus à notre centre de formation de Kuala Lumpur (partenariat avec AirAsia) de même qu'un simulateur B737NG et un simulateur A320 à notre centre de formation de Bangalore.

### Résultats financiers

(en millions, sauf marges d'exploitation, NESA et FFS déployés)

		T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008	T3 2008
Revenus	\$	120,9	108,0	110,2	104,5	92,8
Résultat d'exploitation sectoriel	\$	21,6	19,1	20,7	23,8	15,5
Marges d'exploitation	%	17,9	17,7	18,8	22,8	16,7
Amortissements	\$	18,1	15,7	13,8	12,9	12,5
Dépenses en immobilisations	\$	39,7	42,3	34,2	41,6	14,1
Capital utilisé	\$	1 083,2	939,1	919,0	868,3	774,3
Carnet de commandes	\$	1 036,0	907,6	932,7	963,3	896,1
NESA <sup>10</sup>		118	118	114	110	109
FFS déployés		135	133	132	124	123

### Revenus en hausse de 12 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 30 % par rapport à il y a un an

La hausse par rapport au trimestre précédent est attribuable à un taux d'utilisation plus élevé, principalement en raison des actifs déployés récemment, et de la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar US et à l'euro.

La croissance par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent est principalement attribuable à l'intégration des résultats de la Sabena Flight Academy, société acquise en juin 2008, ainsi qu'à l'ajout de nouvelles unités NESA dans notre réseau et à l'incidence positive de la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar US et à l'euro.

Les revenus des neuf premiers mois de l'exercice 2009 ont atteint 339,1 millions \$, soit 22 % ou 61,5 millions \$ de plus que les revenus de la période correspondante de l'exercice précédent.

<sup>10</sup> Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des revenus au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

## Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 13 % par rapport à celui du trimestre précédent et de 39 % par rapport à il y a un an

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 21,6 millions \$ (17,9 % des revenus) ce trimestre, comparativement à 19,1 millions \$ (17,7 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 15,5 millions \$ (16,7 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation sectoriel a augmenté de 2,5 millions \$, soit 13 %, par rapport au trimestre précédent et de 6,1 millions \$, soit 39 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse par rapport au trimestre précédent et à la période correspondante de l'exercice précédent est attribuable à l'augmentation des revenus, à la modification de la composition des revenus, à la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar US et à l'euro et à l'entrée sur le marché de nos appareils récemment déployés.

Le résultat d'exploitation sectoriel des neuf premiers mois de l'exercice 2009 s'est établi à 61,4 millions \$ (18,1 % des revenus), en hausse de 24 %, soit 11,7 millions \$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

## Dépenses en immobilisations de 39,7 millions \$ ce trimestre

Les dépenses en immobilisations du trimestre sont venues soutenir des engagements préalables et ont légèrement diminué par rapport au trimestre précédent. Nous poursuivons l'expansion sélective du réseau de centres de formation pour s'attaquer à une part de marché additionnelle et en réponse à la demande en matière de formation dans de nouveaux marchés.

## Capital utilisé en hausse de 144,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

Le capital utilisé a augmenté par rapport au trimestre précédent en raison principalement de la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar US et à l'euro et des dépenses en immobilisations dans notre réseau de formation. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par la réduction du fonds de roulement hors trésorerie par rapport au dernier trimestre.

## Le carnet de commandes s'élevait à 1 036,0 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2008		Neuf mois terminés le 31 décembre 2008	
Carnet de commandes en début de période	907,6	\$	963,3	\$
+ commandes	138,5		306,3	
- revenus	(120,9)		(339,1)	
+ / - ajustements (principalement l'écart de change)	110,8		105,5	
Carnet de commandes en fin de période	1 036,0	\$	1 036,0	\$

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes / ventes s'est établi à 1,15. Pour les douze derniers mois, il était de 0,95.

## PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats pour les 11 simulateurs de vol suivants :

- Un FFS B777 et un FFS B787 pour Air New Zealand;
- Un FFS B737NG pour American Airlines;
- Deux FFS A320 pour Saudi Arabian Airlines;
- Un FFS A330-340 pour Hua Ou Aviation Training Centre;
- Un FFS A320 et deux FFS B737 pour Air China/Shandong Airlines;
- Deux FFS B737NG pour Continental Airlines.

Ces contrats portent le nombre total de commandes du secteur PS/C à 31 simulateurs de vol pour l'exercice.

## Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges d'exploitation)</i>		T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008	T3 2008
Revenus	\$	119,3	114,3	136,6	106,5	103,5
Résultat d'exploitation sectoriel	\$	22,8	23,4	27,4	23,8	25,2
Marges d'exploitation	%	19,1	20,5	20,1	22,3	24,3
Amortissements	\$	1,6	1,6	1,5	1,8	1,6
Dépenses en immobilisations	\$	1,9	1,4	0,6	1,2	1,2
Capital utilisé	\$	(39,1)	(20,9)	(12,5)	(81,9)	(38,7)
Carnet de commandes	\$	359,5	343,4	373,2	381,8	388,7

**Revenus en hausse de 4 % par rapport au trimestre précédent et de 15 % par rapport à ceux d'il y a un an**

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable au nombre plus élevé de commandes et aux revenus constatés pour le trimestre écoulé à l'égard des simulateurs en voie de fabrication et d'achèvement pour lesquels des contrats de vente ont été signés au cours du trimestre.

La hausse par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent est essentiellement attribuable au nombre plus élevé de commandes depuis le début de l'exercice 2009.

Les revenus des neuf premiers mois de l'exercice 2009 se sont établis à 370,2 millions \$, en hausse de 13 %, soit 41,4 millions \$, par rapport aux revenus de la période correspondante de l'exercice précédent.

**Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 3 % par rapport au trimestre précédent et de 10 % par rapport à celui d'il y a un an**

Le résultat d'exploitation sectoriel a diminué par rapport au trimestre précédent et à la période correspondante de l'exercice précédent en raison principalement d'un éventail de programmes différent et de l'incidence du change sur les coûts libellés en dollars US et en euros. Ces facteurs ont été atténués par le recouvrement d'un compte client de 1,7 million \$ qui avait été jugé irrécouvrable et avait été radié plusieurs années auparavant.

Le résultat d'exploitation sectoriel des neuf premiers mois de l'exercice 2009 s'est établi à 73,6 millions \$, en hausse de 4 %, soit 2,5 millions \$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent du fait du volume d'activité plus élevé. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2009, les marges d'exploitation sont de 19,9 %, comparativement à 21,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar US et à l'euro, qui a eu une incidence négative sur nos coûts libellés dans ces devises, tandis que la plupart des revenus que nous avons couverts plus tôt dans l'année n'ont pas encore tiré parti des taux de change actuellement favorables.

**Capital utilisé en baisse de 18,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La baisse du capital utilisé par rapport à celui du trimestre précédent est attribuable aux comptes de fonds de roulement hors trésorerie moins élevés.

**Carnet de commandes en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent**

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2008	Neuf mois terminés le 31 décembre 2008
Carnet de commandes en début de période	343,4	381,8
+ commandes	133,2	346,8
- revenus	(119,3)	(370,2)
+ / - ajustements (principalement l'écart de change)	2,2	1,1
Carnet de commandes en fin de période	359,5	359,5

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes / ventes s'est établi à 1,12. Pour les douze derniers mois, il était de 0,94.

**6.2 Secteurs militaires****PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE**

Le secteur PS/M a remporté 92,2 millions \$ de commandes ce trimestre, notamment :

- Un entraîneur aux vols tactiques et opérationnels MH-60S pour l'U.S. Navy;
- Une mise à niveau du système visuel d'un simulateur Eurocopter EC135 utilisé pour la formation par l'Armée allemande à son école d'aviation German Army Flying School de Bückeburg;
- Un simulateur de vol EC135 pour Eurocopter qui sera utilisé à des fins de formation par l'Armée polonaise;
- Une option exercée sur un contrat pour accroître la production rapide de bases de données dans le cadre du programme Synthetic Environment Core (SE Core) de l'U.S. Army.

**Résultats financiers***(en millions, sauf marges d'exploitation)*

	T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008	T3 2008
Revenus	\$ 125,5	126,0	88,4	101,5	89,6
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 25,7	21,6	13,6	14,5	11,5
Marges d'exploitation	% 20,5	17,1	15,4	14,3	12,8
Amortissements	\$ 2,7	2,3	2,6	2,8	3,0
Dépenses en immobilisations	\$ 2,2	1,1	1,2	2,1	1,5
Capital utilisé	\$ 123,8	139,2	106,7	68,4	100,1
Carnet de commandes	\$ 714,0	705,6	752,6	765,1	704,4

**Revenus stables par rapport à ceux du trimestre précédent et en hausse de 40 % par rapport à ceux d'il y a un an**

Notre niveau d'activité est demeuré élevé au cours du trimestre et a progressé de 40 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse découle essentiellement du niveau plus élevé d'activité découlant de divers contrats obtenus au cours de l'année précédente pour des simulateurs d'hélicoptères (NH90 et Super Puma) et d'avions de transport (C-130 et KDC-10), ainsi que de l'incidence positive de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar US et à l'euro.

Pour ce secteur, les revenus des neuf premiers mois ont atteint 339,9 millions \$, en hausse de 20 %, soit 57,7 millions \$, par rapport aux revenus de la période correspondante de l'exercice précédent.

**Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 19 % par rapport à celui du trimestre précédent et de 123 % par rapport à celui d'il y a un an**

La hausse du résultat d'exploitation sectoriel par rapport à celui du trimestre précédent est principalement attribuable à l'utilisation plus importante qu'à la normale des fonds provenant de notre programme de frais partagés avec le gouvernement. La progression par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent résulte d'une combinaison de facteurs, soit un volume plus élevé, l'incidence positive de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar US et à l'euro et l'utilisation plus importante des fonds provenant de notre projet Phoenix de partage de coûts de recherche et développement.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 60,9 millions \$, en hausse de 64 %, soit 23,7 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

**Capital utilisé en baisse de 15,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La baisse constatée pour le trimestre écoulé est principalement attribuable aux comptes de fonds de roulement hors trésorerie moins élevés, compensés en partie par l'augmentation de la valeur des actifs à long terme libellés en dollars US résultant de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar US.

**Carnet de commandes en hausse de 1 % par rapport au trimestre précédent**

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2008	Neuf mois terminés le 31 décembre 2008
Carnet de commandes en début de période	705,6	\$ 765,1
+ commandes	92,2	281,7
- revenus	(125,5)	(339,9)
+ / - ajustements (principalement l'écart de change)	41,7	7,1
Carnet de commandes en fin de période	714,0	\$ 714,0

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes / ventes s'est établi à 0,73. Pour les douze derniers mois, il était de 0,96.

**FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE**

Le secteur FS/M a remporté des commandes de 91,5 millions \$ au cours du trimestre, notamment :

- Des contrats pour la prestation de services de formation et de maintenance aux fins du soutien des simulateurs C-130 sur différentes bases des Forces aériennes américaines;
- Un contrat de service de cinq ans pour assurer la formation des pilotes sur l'hélicoptère Merlin du Danemark à notre centre de formation de Benson, au Royaume-Uni;
- Des services de maintenance et de soutien des simulateurs pour le ministère de la Défense allemand relativement à divers types de simulateurs pour l'Armée de terre et l'Armée de l'air allemandes.

**Résultats financiers***(en millions, sauf marges d'exploitation)*

	T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008	T3 2008
Revenus	\$ 58,9	58,4	56,9	54,1	58,9
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 8,6	11,4	9,6	7,6	9,5
Marges d'exploitation	% 14,6	19,5	16,9	14,0	16,1
Amortissements	\$ 2,2	1,9	2,0	1,8	2,4
Dépenses en immobilisations	\$ 8,1	5,8	2,4	3,4	4,3
Capital utilisé	\$ 160,9	146,6	150,5	136,5	138,4
Carnet de commandes	\$ 833,3	785,2	789,4	789,7	721,5

**Revenus stables par rapport à ceux du trimestre précédent et d'il y a un an**

Nos revenus se sont maintenus autour de 59,0 millions \$ pour le trimestre, l'augmentation des services de maintenance ayant compensé le ralentissement des activités de formation de certains programmes.

Malgré un recouvrement de revenus l'an dernier par suite de l'examen annuel des taux de main-d'œuvre avec le gouvernement canadien, nos revenus sont demeurés stables en raison des efforts accrus déployés dans le cadre de certains contrats de services de maintenance. De plus, la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar US et à l'euro a compensé le ralentissement des activités de formation de certains programmes.

Les revenus des neuf premiers mois de l'exercice 2009 se sont élevés à 174,2 millions \$, en hausse de 3 %, soit 5,8 millions \$, par rapport aux revenus de la période correspondante de l'exercice précédent.

**Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 25 % par rapport à celui du trimestre précédent et de 9 % par rapport à celui d'il y a un an**

La baisse du résultat d'exploitation sectoriel par rapport à celui du trimestre précédent est attribuable au fait qu'au dernier trimestre, nous avons reçu un dividende plus élevé sur un placement du secteur FS/M au Royaume-Uni. Le dividende s'est chiffré à 0,8 million \$ pour le trimestre écoulé, contre 1,9 million \$ au trimestre précédent. De plus, nos activités de formation sur certains programmes ont enregistré un ralentissement. Ces écarts défavorables ont été partiellement compensés par l'utilisation plus importante des fonds provenant de notre projet Phoenix de partage de coûts de recherche et développement.

Le recul par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent résulte du recouvrement de revenus l'an dernier par suite de l'examen des taux de main-d'œuvre avec le gouvernement canadien, comme il est indiqué ci-dessus, ainsi que du ralentissement des activités de formation sur certains programmes. Il a été partiellement atténué par la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar US et à l'euro.

Le résultat d'exploitation sectoriel des neuf premiers mois de l'exercice 2009 a atteint 29,6 millions \$, en hausse de 24 %, soit 5,8 millions \$, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

**Capital utilisé en hausse de 14,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La hausse du capital utilisé pour le trimestre écoulé est essentiellement attribuable aux investissements additionnels dans notre centre de formation sur le NH90 en Allemagne et à l'augmentation de la valeur des actifs à long terme libellés en dollars US résultant de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar US.

**Hausse de 6 % du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent**

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2008	Neuf mois terminés le 31 décembre 2008
Carnet de commandes en début de période	785,2	\$ 789,7
+ commandes	91,5	267,3
- revenus	(58,9)	(174,2)
+ / - ajustements (principalement l'écart de change)	15,5	(49,5)
Carnet de commandes en fin de période	833,3	\$ 833,3

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes / ventes s'est établi à 1,55. Pour les douze derniers mois, il était de 1,51.

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes / ventes était de 1,00 pour le trimestre et il était de 1,15 pour les douze derniers mois.

## 7. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET DES LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons de façon dynamique nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'influer sur elles, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, dont le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché de la dette.

### 7.1 Mouvements de trésorerie consolidés

(en millions)	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les		
	31 décembre	30 septembre	31 décembre		
	2008	2007	2008	2007	
		Retraités		Retraités	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies*	<b>64,6</b> \$	84,7 \$	79,3 \$	214,3 \$	218,9 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	<b>29,0</b>	(23,7)	(19,9)	<b>(90,0)</b>	(88,9)
Flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies	<b>93,6</b> \$	61,0 \$	59,4 \$	<b>124,3</b> \$	130,0 \$
Dépenses en immobilisations liées à la maintenance	<b>(13,5)</b>	(7,8)	(7,8)	<b>(26,8)</b>	(74,3)
Autres actifs	<b>(1,0)</b>	(0,9)	(0,9)	<b>(3,0)</b>	(4,3)
Dividendes versés	<b>(7,4)</b>	(2,5)	(7,5)	<b>(22,0)</b>	(7,4)
Flux de trésorerie disponibles <sup>11</sup>	<b>71,7</b> \$	49,8 \$	43,2 \$	<b>72,5</b> \$	44,0 \$
Dépenses en immobilisations liées à la croissance	<b>(38,4)</b>	(13,3)	(42,8)	<b>(114,1)</b>	(66,9)
Frais de développement reportés	<b>(3,3)</b>	(4,2)	(2,2)	<b>(7,4)</b>	(13,9)
Frais de pré-exploitation reportés	<b>(1,4)</b>	(0,5)	(0,7)	<b>(2,3)</b>	(0,9)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	<b>(7,8)</b>	(1,1)	(0,3)	<b>(0,7)</b>	7,9
Acquisition d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	<b>(0,4)</b>	–	0,1	<b>(39,1)</b>	(40,7)
Incidence des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	<b>19,6</b>	(0,2)	(0,5)	<b>16,8</b>	(12,9)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	<b>40,0</b> \$	30,5 \$	(3,2) \$	<b>(74,3)</b> \$	(83,4) \$

\* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Le 1<sup>er</sup> avril 2008, nous avons modifié notre définition des flux de trésorerie disponibles pour en exclure les dépenses en immobilisations liées à la croissance, les coûts capitalisés et le financement adossé à des actifs connexe (y compris la dette sans recours).

### Flux de trésorerie disponibles de 71,7 millions \$, en hausse de 28,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 21,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la hausse de 34,2 millions \$ des flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies, découlant essentiellement de la diminution des investissements en fonds de roulement hors trésorerie. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par la hausse des dépenses en immobilisations liées à la maintenance.

<sup>11</sup> Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui montre les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités d'exploitation poursuivies, dont sont soustraits toutes les dépenses en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs et les dividendes versés. Les dividendes viennent en déduction dans le calcul des flux de trésorerie disponibles, car ils constituent pour nous une obligation, au même titre que les intérêts à payer sur la dette, et que leur montant n'est pas utilisable pour autre chose.

L'augmentation des flux de trésorerie disponibles par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent est essentiellement attribuable à la diminution de 52,7 millions \$ des investissements en fonds de roulement hors trésorerie, contrebalancée par la baisse de 20,1 millions \$ des flux de trésorerie provenant des activités poursuivies, l'augmentation de 5,7 millions \$ des dépenses en immobilisations liées à la maintenance et la hausse de 4,9 millions \$ des dividendes versés.

Les flux de trésorerie disponibles des neuf premiers mois de l'exercice 2009 se sont élevés à 72,5 millions \$, en hausse de 28,5 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable à la diminution des dépenses en immobilisations liées à la maintenance (pour l'exercice précédent, les dépenses en immobilisations liées à la maintenance comprenaient le rachat de certains simulateurs loués qui faisaient déjà partie du réseau), atténuée par les flux de trésorerie nets provenant des activités poursuivies et les dividendes plus élevés qui ont été versés cette année.

### Dépenses en immobilisations de 51,9 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses en immobilisations liées à la croissance<sup>12</sup> de 38,4 millions \$ ce trimestre visaient à soutenir des engagements préalables. Nous poursuivons l'expansion sélective de notre réseau de formation pour s'attaquer à une part de marché additionnelle et en réponse à la demande en matière de formation dans de nouveaux marchés. Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance<sup>13</sup> se sont élevées à 13,5 millions \$ ce trimestre.

## 8. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### 8.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	Au 31 décembre 2008	Au 30 septembre 2008	Au 31 mars 2008
<b>Utilisation du capital :</b>			
Fonds de roulement hors trésorerie	(54,3) \$	(22,5) \$	(138,1) \$
Immobilisations corporelles, montant net	1 250,7	1 103,6	1 046,8
Autres actifs à long terme	458,3	409,8	380,0
Autres passifs à long terme	(239,4)	(221,2)	(216,1)
<b>Total du capital utilisé</b>	<b>1 415,3 \$</b>	<b>1 269,7 \$</b>	<b>1 072,6 \$</b>
<b>Provenance du capital :</b>			
Dette nette	265,9 \$	256,5 \$	124,1 \$
Capitaux propres	1 149,4	1 013,2	948,5
<b>Provenance du capital</b>	<b>1 415,3 \$</b>	<b>1 269,7 \$</b>	<b>1 072,6 \$</b>

### Capital utilisé<sup>14</sup> en hausse de 11 % ce trimestre par rapport au trimestre précédent

La hausse provient surtout de l'augmentation des immobilisations corporelles et des autres actifs à long terme, partiellement contrebalancée par la baisse du fonds de roulement hors trésorerie et l'augmentation des autres passifs à long terme.

<sup>12</sup> Les dépenses en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

<sup>13</sup> Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux d'activité économique.

<sup>14</sup> Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise.

Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant de passif (déduction faite de la dette à long terme, partie à court terme comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôts et des autres actifs hors exploitation) et en soustrayant le montant du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie à court terme comprise, et des autres passifs hors exploitation).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres pour voir d'où provient notre capital.

Notre rendement du capital utilisé<sup>15</sup> (RCU) s'est élevé à 16,8 % ce trimestre (15,1 % après ajustement pour contrat de location-exploitation), comparativement à 16,0 % (13,6 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

### Fonds de roulement hors trésorerie<sup>16</sup> en baisse de 31,8 millions \$ ce trimestre par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique essentiellement par une hausse des comptes créditeurs et charges à payer et des acomptes sur des contrats. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par l'augmentation des comptes débiteurs et des stocks.

### Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 147,1 millions \$ ce trimestre par rapport au trimestre précédent

La hausse des immobilisations corporelles résulte surtout de variations de change de 115,5 millions \$ et de dépenses en immobilisations de 51,9 millions \$, contrebalancées par un amortissement régulier de 20,0 millions \$.

### Hausse de 48,5 millions \$ des autres actifs à long terme ce trimestre par rapport au trimestre précédent

La hausse découle essentiellement de l'augmentation de 18,4 millions \$ de l'écart d'acquisition, dont une tranche de 15,4 millions \$ est attribuable aux fluctuations du change, et de la hausse de 15,9 millions \$ des autres actifs qui résulte surtout de l'augmentation de la valeur des actifs dérivés à long terme.

### Augmentation de 9,4 millions \$ de la dette nette<sup>17</sup> ce trimestre

La hausse de 9,4 millions \$ de la dette nette découle en grande partie de la dépréciation du dollar canadien sur la dette libellée en devises, partiellement contrebalancée par l'augmentation nette de la trésorerie avant le produit et le remboursement de la dette à long terme.

Variation de la dette nette (en millions)	Trois mois terminés le 31 décembre 2008	Neuf mois terminés le 31 décembre 2008
Dette nette en début de période	256,5 \$	124,1 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie)	(40,0)	74,3
Acquisition d'entreprises et autres	2,8	26,5
Incidence des variations du taux de change sur la dette à long terme	46,6	41,0
Augmentation de la dette nette pour la période	9,4 \$	141,8 \$
Dette nette en fin de période	265,9 \$	265,9 \$

L'endettement par rapport aux capitaux propres dans la structure du capital sera maintenu à un niveau approprié en fonction du cycle économique et de la stratégie de croissance de la Société pour chaque secteur d'activité et sera par conséquent ajusté au fil du temps.

### Capitaux propres en hausse de 136,2 millions \$ ce trimestre

L'augmentation des capitaux propres découle en grande partie du bénéfice net (53,3 millions \$) et de la diminution de 89,7 millions \$ du cumul des autres éléments du résultat étendu, attribuable en grande partie à la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar US et à l'euro, après comptabilisation des dividendes (7,4 millions \$).

#### Information sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 décembre 2008, nous avons un total de 254 913 995 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 428,8 millions \$.

Au 31 janvier 2009, nous avons au total 254 923 669 actions ordinaires émises et en circulation.

<sup>15</sup> Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le bénéfice tiré des activités poursuivies, en excluant les éléments non récurrents et les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé des quatre derniers trimestres. Nous calculons aussi ce rendement en ajustant le bénéfice et le capital utilisé en fonction des contrats de location-exploitation ordinaires qui ne figurent pas dans le bilan.

<sup>16</sup> Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif à court terme et le passif à court terme, sans compter la trésorerie et les équivalents de trésorerie, la partie à court terme de la dette à long terme et la partie à court terme des actifs et des passifs liés aux actifs destinés à la vente.

<sup>17</sup> La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme (c'est-à-dire dont l'échéance est à plus d'un an), partie à court terme comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

## 9. ACQUISITIONS

### **Sabena Flight Academy**

En juin 2008, la Société a fait l'acquisition de la Sabena Flight Academy (Sabena) pour une contrepartie de 67,2 millions \$, frais d'acquisition compris, principalement sous forme de trésorerie et de la prise en charge de la dette. Sabena propose la formation des stagiaires, la formation évoluée, et la consultation dans le domaine de l'aéronautique aux compagnies aériennes et aux candidats pilotes indépendants. Le total des coûts ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 6,3 millions \$ liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire. La répartition du prix d'acquisition est préliminaire et sera définitive prochainement.

### **Academia Aeronautica de Evora S.A.**

En juillet 2008, la Société a porté sa participation dans l'Academia Aeronautica de Evora S.A. à 90 % pour une contrepartie autre qu'en espèces.

### **Kestrel Technologies Pte Ltd.**

En octobre 2008, la Société a acquis Kestrel Technologies Pte. Ltd. (Kestrel) pour une contrepartie de 0,5 million \$, frais d'acquisition compris, sous forme de trésorerie. Kestrel fournit des services professionnels et de consultation, et des services de soutien technique et de maintenance de simulateurs. Le coût total ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 0,5 million \$ liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire. La répartition du prix d'achat est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

### **Flightscape Inc.**

Au cours du trimestre, la Société a comptabilisé un prix d'achat supplémentaire de 3,0 millions \$ qui doit être payé au quatrième trimestre de l'exercice 2009 et fait passer de 12,0 millions \$ à 1,0 million \$ la contrepartie supplémentaire éventuelle liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire. Ce prix d'achat supplémentaire est considéré comme un écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition constaté à l'égard de ces opérations n'est pas déductible aux fins fiscales et s'élève à 23,0 millions \$. En outre, des actifs incorporels au titre de relation client de 10,8 millions \$ et un actif incorporel au titre de l'appellation commerciale de 0,1 million \$ ont été constatés dans le cadre de ces opérations. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple et les résultats d'exploitation ont été pris en compte dans les résultats consolidés de la Société à partir de la date respective de chacune des acquisitions. L'actif net de ces acquisitions est pris en compte dans le secteur Formation et services associés – Civil.

### **xwave**

En août 2008, la Société a signé une convention d'achat d'actifs en vue d'acquérir la division Défense, sécurité et aérospatiale de Bell Aliant, qui est actuellement exploitée par sa division xwave, pour environ 15,1 millions \$. Ce montant ne comprend pas la contrepartie conditionnelle de 11,0 millions \$ qui pourrait devoir être payée si certaines conditions sont réunies pour porter le prix total d'acquisition potentiel à 26,1 millions \$. Au 31 décembre 2008, l'opération n'était pas encore finalisée et la Société n'avait pas consolidé xwave. Cette opération est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris certaines approbations gouvernementales qui n'ont toujours pas été reçues et que les parties tentent actuellement d'obtenir. L'opération devrait être conclue durant les six premiers mois de l'année 2009.

## 10. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Nos états financiers sont dressés conformément aux PCGR du Canada publiés par le Conseil des normes comptables (CNC) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) dans les chapitres de son Manuel, dans les Notes d'orientation concernant la comptabilité (NOC) et dans les abrégés des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux.

### ***Instruments financiers – informations à fournir et présentation***

Le 1<sup>er</sup> avril 2008, la Société a adopté le chapitre 3862 du Manuel de l'ICCA, *Instruments financiers – informations à fournir*, et le chapitre 3863, *Instruments financiers – présentation*. Selon le chapitre 3862, une entité est tenue de fournir l'information qui permettra aux lecteurs d'évaluer l'importance d'un instrument financier au regard de la situation financière et du rendement de l'entité, d'évaluer la nature et la portée des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée durant la période à l'étude et en date du bilan consolidé, et d'évaluer la manière dont l'entité gère ces risques.

Le chapitre 3863 établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. Il traite du classement des instruments financiers par leur émetteur dans les passifs ou dans les capitaux propres, du classement des intérêts, dividendes, gains et pertes correspondants, et des circonstances dans lesquelles on opère compensation entre des actifs financiers et des passifs financiers.

L'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence sur le classement et l'évaluation des instruments financiers dans les états financiers consolidés de la Société. Les nouvelles informations à fournir conformément aux normes adoptées sont incluses dans la note 11 des états financiers consolidés depuis le premier trimestre de l'exercice 2009.

### **Informations à fournir concernant le capital**

Le 1<sup>er</sup> avril 2008, la Société a adopté le chapitre 1535 du Manuel de l'ICCA, *Informations à fournir concernant le capital*, qui établit des lignes directrices sur l'information qu'une entité doit fournir concernant la composition et la gestion de son capital. Cette norme impose de divulguer les objectifs, les politiques et les procédés de gestion du capital, de fournir des données quantitatives sur ce que l'entité considère comme du capital, de dire si l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise, et de divulguer les conséquences de toute non-conformité. Les nouvelles divulgations sont incluses dans la note 10 des états financiers consolidés depuis le premier trimestre de l'exercice 2009.

### **Stocks**

Le 1<sup>er</sup> avril 2008, la Société a adopté le chapitre 3031 du Manuel de l'ICCA, *Stocks*, qui remplace le chapitre 3030 portant le même titre. Ce nouveau chapitre exige que les stocks soient évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et prévoit la reprise des dépréciations antérieures dans certains cas. Il fournit des indications plus détaillées sur la détermination du coût, y compris sur l'imputation des frais généraux, et réduit le nombre de méthodes permises pour la détermination du coût passé en charges. Il élargit également les obligations d'information. Aucun ajustement aux états financiers consolidés n'a été nécessaire à la suite de l'adoption de cette nouvelle norme.

## **11. ADOPTION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)**

Nous procédons actuellement à l'évaluation de l'effet potentiel de l'adoption des IFRS sur nos états financiers, étant donné que le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les IFRS remplaceront les normes et interprétations actuellement en vigueur au Canada sous forme des principes comptables généralement reconnus du Canada pour les sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes. L'adoption des IFRS aura une incidence sur nos états financiers consolidés ainsi que sur un grand nombre de nos mesures du rendement interne et de l'exploitation pour l'exercice 2012.

Nous avons une équipe dont le mandat est de réaliser un diagnostic comptable et de cerner les différences entre les IFRS et les principes et procédures comptables actuellement en vigueur chez CAE. La Société procède actuellement à l'évaluation des incidences de l'adoption de la norme IFRS 1, *Première adoption des normes internationales d'information financière*. En outre, nous avons finalisé la conception et la planification de la mise en application des IFRS. Nous sommes en train de déterminer les voies possibles en matière de comptabilité, de systèmes d'information et solutions d'affaires aux fins du plan de mise en application à long terme. Nous avons commencé la formation de notre personnel-cadre des finances en matière d'IFRS afin de les informer de leur incidence sur les normes actuelles d'information financière de CAE.

Nous continuerons de faire état de l'évolution de notre programme de mise en application des IFRS.

## **12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES**

### **12.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information**

Au cours du troisième trimestre terminé le 31 décembre 2008, la Société n'a apporté aucune modification importante à ses mécanismes de contrôle interne, ni décidé d'aucune mesure correctrice de ces mécanismes ou d'autres facteurs qui puisse notablement les modifier. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société examinent périodiquement l'efficacité des mécanismes de contrôle et des procédures de communication de l'information et en font une évaluation chaque trimestre. À la clôture du troisième trimestre, le constat du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société était que les contrôles et procédures en place sont efficaces.

## 13. PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

		T1	T2	T3	T4	Cumul annuel à ce jour
<i>(chiffres non vérifiés, en millions, sauf les montants par action)</i>						
<b>Exercice 2009</b>						
Revenus	\$	392,1	406,7	424,6	1)	1 223,4
Bénéfice des activités poursuivies	\$	47,0	48,9	53,3	1)	149,2
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$	0,18	0,19	0,21	1)	0,59
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$	0,18	0,19	0,21	1)	0,58
Bénéfice net	\$	46,1	48,7	53,3	1)	148,1
Bénéfice de base par action	\$	0,18	0,19	0,21	1)	0,58
Bénéfice dilué par action	\$	0,18	0,19	0,21	1)	0,58
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)		254,3	254,9	254,9	1)	254,7
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)		255,1	255,4	254,9 <sup>2)</sup>	1)	255,1
<b>Exercice 2008</b>						
						Total
Revenus	\$	358,3	353,9	344,8	366,6	1 423,6
Bénéfice des activités poursuivies	\$	38,7	39,0	40,1	47,0	164,8
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$	0,15	0,15	0,16	0,19	0,65
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$	0,15	0,15	0,16	0,18	0,65
Bénéfice net	\$	38,7	38,9	39,5	35,6	152,7
Bénéfice de base par action	\$	0,15	0,15	0,16	0,14	0,60
Bénéfice dilué par action	\$	0,15	0,15	0,16	0,14	0,60
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)		252,4	253,5	253,8	253,9	253,4
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)		253,8	254,9	254,8	254,9	254,6
<b>Exercice 2007</b>						
						Total
Revenus	\$	301,8	280,4	331,2	337,3	1 250,7
Bénéfice des activités poursuivies	\$	33,0	31,3	29,7	35,1	129,1
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$	0,13	0,12	0,12	0,14	0,51
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$	0,13	0,12	0,12	0,14	0,51
Bénéfice net	\$	32,4	31,0	29,7	34,3	127,4
Bénéfice de base par action	\$	0,13	0,12	0,12	0,14	0,51
Bénéfice dilué par action	\$	0,13	0,12	0,12	0,14	0,50
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)		250,8	251,0	251,2	251,4	251,1
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)		253,5	252,9	253,3	253,7	253,0

<sup>1)</sup> Non disponible

<sup>2)</sup> Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

## Bilans consolidés

(Chiffres non vérifiés)

(montants en millions de dollars canadiens)

Au 31 décembre  
2008Au 31 mars  
2008**Actif***Actif à court terme*

Trésorerie et équivalents de trésorerie	197,8	\$	255,7	\$
Comptes débiteurs (note 6)	331,0		255,0	
Stocks	354,0		229,9	
Charges payées d'avance	26,1		32,7	
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	33,8		39,0	
Impôts sur les bénéfices futurs	7,9		14,1	
	950,6	\$	826,4	\$
Immobilisations corporelles, montant net	1 250,7		1 046,8	
Impôts sur les bénéfices futurs	82,6		64,3	
Actifs incorporels	76,9		62,0	
Écart d'acquisition	154,2		115,5	
Autres actifs	144,6		138,2	
	2 659,6	\$	2 253,2	\$

**Passif et capitaux propres***Passif à court terme*

Comptes créditeurs et charges à payer	564,3	\$	482,7	\$
Acomptes sur contrats	228,6		209,3	
Partie à court terme de la dette à long terme	114,4		27,3	
Impôts sur les bénéfices futurs	14,2		16,8	
	921,5	\$	736,1	\$
Dette à long terme	349,3		352,5	
Gains reportés et autres passifs à long terme	183,9		184,9	
Impôts sur les bénéfices futurs	55,5		31,2	
	1 510,2	\$	1 304,7	\$

**Capitaux propres**

Capital-actions	428,8	\$	418,9	\$
Surplus d'apport	9,8		8,3	
Bénéfices non répartis	769,7		644,5	
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(58,9)		(123,2)	
	1 149,4	\$	948,5	\$
	2 659,6	\$	2 253,2	\$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## États consolidés des résultats

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Revenus	424,6	\$ 344,8	\$ 1 223,4	\$ 1 057,0
Bénéfice avant intérêts et impôts (note 12)	78,7	\$ 61,7	\$ 225,5	\$ 181,8
Intérêts débiteurs, montant net (note 5)	5,6	4,8	15,1	12,8
Bénéfice avant impôts	73,1	\$ 56,9	\$ 210,4	\$ 169,0
Charge d'impôts	19,8	16,8	61,2	51,2
Bénéfice des activités poursuivies	53,3	\$ 40,1	\$ 149,2	\$ 117,8
Résultat des activités abandonnées	–	(0,6)	(1,1)	(0,7)
<b>Bénéfice net</b>	<b>53,3</b>	<b>\$ 39,5</b>	<b>\$ 148,1</b>	<b>\$ 117,1</b>
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	0,21	\$ 0,16	\$ 0,59	\$ 0,47
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	0,21	\$ 0,16	\$ 0,58	\$ 0,46
Bénéfice de base et dilué par action	0,21	\$ 0,16	\$ 0,58	\$ 0,46
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	254,9	253,8	254,7	253,2
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué) <sup>(1)</sup>	254,9	254,8	255,1	254,4

<sup>(1)</sup> Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

# États consolidés des variations en capitaux propres

(Chiffres non vérifiés)

Neuf mois terminés le 31 décembre 2008

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée à l'action				
Solde au début de la période	253 969 836	418,9	\$ 8,3	\$ 644,5	\$ (123,2)	\$ 948,5
Options sur actions exercées	857 675	8,4	–	–	–	8,4
Transfert sur exercice d'options sur actions	–	0,6	(0,6)	–	–	–
Dividendes en actions	86 484	0,9	–	(0,9)	–	–
Rémunération à base d'actions	–	–	2,1	–	–	2,1
Bénéfice net	–	–	–	148,1	–	148,1
Dividendes	–	–	–	(22,0)	–	(22,0)
Autres éléments du résultat étendu	–	–	–	–	64,3	64,3
Solde à la fin de la période	254 913 995	428,8	\$ 9,8	\$ 769,7	\$ (58,9)	\$ 1 149,4

(Chiffres non vérifiés)

Neuf mois terminés le 31 décembre 2007

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée à l'action				
Solde au début de la période	251 960 449	401,7	\$ 5,7	\$ 510,2	\$ (87,7)	\$ 829,9
Émissions d'actions	169 851	0,8	–	–	–	0,8
Options sur actions exercées	1 764 995	13,7	–	–	–	13,7
Transfert sur exercice d'options sur actions	–	2,1	(2,1)	–	–	–
Dividendes en actions	18 305	0,2	–	(0,2)	–	–
Rémunération à base d'actions	–	–	2,7	–	–	2,7
Incidence cumulative des nouvelles normes comptables (note 2)	–	–	–	(8,3)	(3,5)	(11,8)
Bénéfice net	–	–	–	117,1	–	117,1
Dividendes	–	–	–	(7,4)	–	(7,4)
Autres éléments du résultat étendu	–	–	–	–	(79,4)	(79,4)
Solde à la fin de la période	253 913 600	418,5	\$ 6,3	\$ 611,4	\$ (170,6)	\$ 865,6

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## États consolidés du résultat étendu

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	2008	31 décembre 2007	2008	31 décembre 2007
<b>Bénéfice net</b>	<b>53,3</b>	<b>\$ 39,5</b>	<b>\$ 148,1</b>	<b>\$ 117,1</b>
Autres éléments du résultat étendu, nets d'impôts :				
<b>Ajustement pour conversion de change</b>				
Gains (pertes) de change net(te)s sur la conversion des états financiers des filiales étrangères autonomes	<b>122,4</b>	<b>\$ (3,3)</b>	<b>\$ 95,3</b>	<b>\$ (113,9)</b>
Gains (pertes) de change net(te)s sur certaines dettes à long terme libellées en devises et désignées à titre de couvertures de l'investissement net des filiales étrangères autonomes	<b>(5,4)</b>	<b>2,4</b>	<b>(6,5)</b>	<b>17,0</b>
Reclassement aux résultats	<b>(1,9)</b>	<b>–</b>	<b>(1,9)</b>	<b>–</b>
Ajustement d'impôts	<b>(0,2)</b>	<b>(0,3)</b>	<b>(0,3)</b>	<b>0,6</b>
	<b>114,9</b>	<b>\$ (1,2)</b>	<b>\$ 86,6</b>	<b>\$ (96,3)</b>
<b>Variations nettes dans la couverture des flux de trésorerie</b>				
Variation nette des gains (pertes) sur produits dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	<b>(49,1)</b>	<b>\$ 4,5</b>	<b>\$ (37,3)</b>	<b>\$ 43,8</b>
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	<b>12,2</b>	<b>(8,2)</b>	<b>4,6</b>	<b>(18,9)</b>
Ajustement d'impôts	<b>11,7</b>	<b>1,3</b>	<b>10,4</b>	<b>(8,0)</b>
	<b>(25,2)</b>	<b>\$ (2,4)</b>	<b>\$ (22,3)</b>	<b>\$ 16,9</b>
<b>Total des autres éléments du résultat étendu</b>	<b>89,7</b>	<b>\$ (3,6)</b>	<b>\$ 64,3</b>	<b>\$ (79,4)</b>
<b>Résultat étendu</b>	<b>143,0</b>	<b>\$ 35,9</b>	<b>\$ 212,4</b>	<b>\$ 37,7</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Au 31 décembre 2008</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Ajustement pour conversion de change	Couverture des flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	(122,8)	\$ (0,4)	<b>\$ (123,2)</b>
Détail des autres éléments du résultat étendu :			
Variation nette des gains (pertes)	88,8	(37,3)	<b>51,5</b>
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	(1,9)	4,6	<b>2,7</b>
Ajustement d'impôts	(0,3)	10,4	<b>10,1</b>
Total des autres éléments du résultat étendu	86,6	\$ (22,3)	<b>\$ 64,3</b>
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période	(36,2)	\$ (22,7)	<b>\$ (58,9)</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## États consolidés des flux de trésorerie

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
<b>Activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net	53,3	\$ 39,5	\$ 148,1	\$ 117,1
Résultats des activités abandonnées	–	0,6	1,1	0,7
Bénéfice des activités poursuivies	53,3	40,1	149,2	117,8
Ajustements pour rapprocher le bénéfice et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :				
Amortissement	20,0	15,3	53,0	45,5
Amortissement des frais de financement	0,2	0,1	0,6	0,6
Amortissement et perte de valeur des actifs incorporels et d'autres actifs	4,6	4,2	13,0	12,7
Impôts sur les bénéfices futurs	2,4	20,0	15,6	30,1
Crédits d'impôt à l'investissement	1,3	2,3	10,6	9,8
Régimes de rémunération à base d'actions	(8,9)	1,4	(15,5)	0,3
Avantages sociaux futurs, montant net	(0,2)	(0,1)	0,2	(0,3)
Autres	(8,1)	1,4	(12,4)	2,4
Variation du fonds de roulement hors trésorerie (note 7)	29,0	(23,7)	(90,0)	(88,9)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation</b>	<b>93,6</b>	<b>61,0</b>	<b>124,3</b>	<b>130,0</b>
<b>Activités d'investissement</b>				
Acquisition d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis) (note 3)	(0,4)	–	(39,1)	(40,7)
Dépenses en immobilisations	(51,9)	(21,1)	(140,9)	(141,2)
Frais de développement reportés	(3,3)	(4,2)	(7,4)	(13,9)
Frais de pré-exploitation reportés	(1,4)	(0,5)	(2,3)	(0,9)
Autres	(1,0)	(0,9)	(3,0)	(4,3)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>	<b>(58,0)</b>	<b>(26,7)</b>	<b>(192,7)</b>	<b>(201,0)</b>
<b>Activités de financement</b>				
Emprunt net aux termes de facilités de crédit non garanties renouvelables	–	15,0	–	30,0
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction et du rajustement de base de calcul de la dette	16,6	15,7	39,1	125,1
Remboursement de la dette à long terme	(8,6)	(4,5)	(22,7)	(20,9)
Dividendes versés	(7,4)	(2,5)	(22,0)	(7,4)
Émissions d'actions ordinaires	–	0,2	8,4	13,7
Autres	(7,8)	(1,3)	(9,1)	(5,8)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>	<b>(7,2)</b>	<b>22,6</b>	<b>(6,3)</b>	<b>134,7</b>
<b>Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>	<b>19,6</b>	<b>(0,2)</b>	<b>16,8</b>	<b>(12,9)</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>48,0</b>	<b>56,7</b>	<b>(57,9)</b>	<b>50,8</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>149,8</b>	<b>144,3</b>	<b>255,7</b>	<b>150,2</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>197,8</b>	<b>\$ 201,0</b>	<b>\$ 197,8</b>	<b>\$ 201,0</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiés)

### NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

#### Nature des activités

CAE inc. (la Société) conçoit, fabrique et fournit de l'équipement et des services de simulation, et met au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires et les aviateurs. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'aïres d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote en formation soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en quatre secteurs :

- (i) Produits de simulation – Civil : conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs d'entraînement et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- (ii) Produits de simulation – Militaire : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- (iii) Formation et services associés – Civil : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés;
- (iv) Formation et services associés – Militaire : fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes ainsi que des solutions de modélisation et de simulation.

#### Caractères saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend ses matériels directement aux compagnies aériennes : automatiquement, les phases d'expansion et de repli que connaît cycliquement le secteur de l'aviation commerciale se répercutent sur son activité. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil subissent le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (vacances, etc.), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Depuis toujours, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes des secteurs militaires peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

#### Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux PCGR exige que la direction de CAE (la direction) fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, les renseignements à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et les montants des revenus et des charges de la période concernée. La direction revoit régulièrement ses estimations, particulièrement celles qui se rapportent à la comptabilisation des contrats à long terme, aux durées de vie utile, aux avantages sociaux futurs, aux impôts sur les bénéfices, à la dépréciation d'actifs à long terme, à la juste valeur de certains instruments financiers, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, d'après la connaissance que la direction a des événements actuels et des mesures que la Société est susceptible de prendre à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et d'importantes modifications des estimations ou des hypothèses pourraient entraîner une baisse de valeur de certains actifs.

## Principes comptables généralement reconnus et présentation des états financiers

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés, à tous égards importants, conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada tels qu'ils sont établis par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA).

Ces états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus applicables aux états financiers intermédiaires et, sauf mention, selon les mêmes principes que les états financiers consolidés annuels produits par CAE pour son exercice clos le 31 mars 2008, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes comptables décrites dans la note 2.

Ces états financiers consolidés ne donnent cependant pas tous les renseignements que doivent fournir les états financiers consolidés annuels. Une description détaillée des conventions comptables utilisées par CAE figure dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2008, que l'on peut consulter sur le Web à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), sur le site [www.sec.gov](http://www.sec.gov), et sur le site de la Société, [www.cae.com](http://www.cae.com). La direction estime que les renseignements fournis dans le présent rapport sont suffisants et mettent bien en évidence tous les changements importants survenus au cours du trimestre. Pour autant, ces états financiers consolidés intermédiaires sont à lire à la lumière des états financiers consolidés fournis dans le plus récent rapport annuel.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens dans les présents états financiers consolidés.

## Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de CAE inc. et de toutes les filiales dans lesquelles elle détient une participation majoritaire, ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables dont elle est la principale bénéficiaire. Ils comprennent également la quote-part revenant à la Société de l'actif, du passif et des résultats des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation. Tous les comptes et opérations intersociétés importants ont été éliminés. Les participations sur lesquelles la Société exerce une influence notable sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les placements de portefeuille sont comptabilisés à leur juste valeur, sauf si le cours du marché n'est pas facile à déterminer.

## NOTE 2 – CHANGEMENTS DE CONVENTIONS COMPTABLES

### Changements survenus au cours de l'exercice 2009

#### ***Instruments financiers – informations à fournir et présentation***

Le 1<sup>er</sup> avril 2008, la Société a adopté le chapitre 3862 du Manuel de l'ICCA, *Instruments financiers – informations à fournir*, et le chapitre 3863, *Instruments financiers – présentation*. Selon le chapitre 3862, une entité est tenue de fournir l'information qui permettra aux lecteurs d'évaluer l'importance d'un instrument financier au regard de la situation financière et du rendement de l'entité, d'évaluer la nature et la portée des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée durant la période à l'étude et en date du bilan consolidé, et d'évaluer la manière dont l'entité gère ces risques.

Le chapitre 3863 établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. Il traite du classement des instruments financiers, par leur émetteur, dans les passifs ou dans les capitaux propres, du classement des intérêts, dividendes, gains et pertes correspondants, et des circonstances dans lesquelles on opère compensation entre des actifs financiers et des passifs financiers.

L'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence sur le classement et la mesure des instruments financiers de la Société. Les nouveaux renseignements à fournir conformément aux normes adoptées sont inclus dans la note 11.

#### ***Informations à fournir concernant le capital***

Le 1<sup>er</sup> avril 2008, la Société a adopté le chapitre 1535 du Manuel de l'ICCA, *Informations à fournir concernant le capital*, qui établit des lignes directrices sur l'information qu'une entité doit fournir concernant la composition et la gestion de son capital. Cette norme impose de divulguer les objectifs, les politiques et les procédés de gestion du capital, de fournir des données quantitatives sur ce que l'entité considère comme du capital, de dire si l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise, et de divulguer les conséquences de toute non-conformité. Les nouvelles divulgations sont incluses dans la note 10.

**Stocks**

Le 1<sup>er</sup> avril 2008, la Société a adopté le chapitre 3031 du Manuel de l'ICCA, *Stocks*, qui remplace le chapitre 3030 portant le même titre. Ce nouveau chapitre exige que les stocks soient évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et prévoit la reprise des dépréciations antérieures dans certains cas. Il fournit des indications plus détaillées sur la détermination du coût, y compris sur l'imputation des frais généraux, et réduit le nombre de méthodes permises pour la détermination du coût passé en charges. Il élargit également les obligations d'information. Aucun ajustement aux états financiers consolidés n'a été nécessaire à la suite de l'adoption de cette nouvelle norme.

Le montant des stocks, compte non tenu des contrats à long terme, comptabilisé à titre de coût des ventes était le suivant :

<i>(Chiffres non vérifiés) (en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2008		Neuf mois terminés le 31 décembre 2008	
Travaux en cours	21,1	\$	51,5	\$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	14,1		48,8	
	35,2	\$	100,3	\$

La valeur comptable des stocks donnés en garantie d'emprunts s'élevait à 2,6 millions \$ au 31 décembre 2008.

**Changements survenus au cours de l'exercice 2008****Modifications comptables**

Le 1<sup>er</sup> avril 2007, la Société a adopté le chapitre 1506 du Manuel de l'ICCA intitulé *Modifications comptables*. Ce chapitre établit les critères de changement des méthodes comptables ainsi que le traitement comptable et l'information à fournir relativement aux changements de méthodes comptables, aux changements d'estimations comptables et aux corrections d'erreurs. L'application de cette norme révisée n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

**Instruments financiers et relations de couverture**

Le 1<sup>er</sup> avril 2007, la Société a adopté le chapitre 1530, *Résultat étendu*, le chapitre 3855, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, et le chapitre 3865, *Couvertures*, du Manuel de l'ICCA. Ces normes ont fourni des recommandations quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers, et ont décrit quand et comment la comptabilité de couverture peut être appliquée.

L'adoption par la Société de ces nouvelles normes sur les instruments financiers a entraîné des modifications dans la comptabilisation des instruments financiers et des couvertures, dont l'effet est présenté selon le cas comme un ajustement transitoire au 1<sup>er</sup> avril 2007, au montant d'ouverture des bénéfices non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu. Ces normes ont été appliquées sans retraitement des périodes préalables, avec l'exception de l'écart de conversion cumulé, maintenant présenté au cumul des autres éléments du résultat étendu. Tous les autres ajustements transitoires découlant de l'application de ces normes ont eu pour résultat une diminution des bénéfices non répartis, nets d'impôts, de 8,3 millions \$ et une diminution de 3,5 millions \$ du cumul des autres éléments du résultat étendu au 1<sup>er</sup> avril 2007, tel que le décrit la note 2 des états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2008.

**NOTE 3 – ACQUISITIONS D'ENTREPRISES****Sabena Flight Academy**

En juin 2008, la Société a fait l'acquisition de la Sabena Flight Academy (Sabena) pour une contrepartie de 67,2 millions \$, frais d'acquisition compris, principalement sous forme de trésorerie et de la prise en charge de la dette. Sabena propose la formation des stagiaires, la formation évoluée et la consultation dans le domaine de l'aéronautique aux compagnies aériennes et aux candidats pilotes indépendants. Le coût total ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 6,3 millions \$ liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire. La répartition du prix d'achat est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

**Academia Aeronautica De Evora S.A.**

En juillet 2008, la Société a porté sa participation dans l'Academia Aeronautica De Evora S.A. à 90 % pour une contrepartie autre qu'en espèces.

**Kestrel Technologies Pte Ltd.**

En octobre 2008, la Société a acquis Kestrel Technologies Pte. Ltd. (Kestrel) pour une contrepartie de 0,5 million \$, frais d'acquisition compris, sous forme de trésorerie. Kestrel fournit des services professionnels et de consultation, et des services de soutien technique et de maintenance de simulateurs. Le coût total ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 0,5 million \$ liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire. La répartition du prix d'achat est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

**Flightscape Inc.**

Au cours du trimestre, la Société a comptabilisé un prix d'achat supplémentaire de 3,0 millions \$ qui doit être payé au quatrième trimestre de l'exercice 2009 et fait passer de 12,0 millions \$ à 1,0 million \$ la contrepartie supplémentaire éventuelle liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire. Ce prix d'achat supplémentaire a été considéré comme un écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition constaté à l'égard de ces opérations n'est pas déductible aux fins fiscales et s'élève à 23,0 millions \$. En outre, des actifs incorporels au titre de relation client de 10,8 millions \$ et un actif incorporel au titre de l'appellation commerciale de 0,1 million \$ ont été constatés dans le cadre de ces opérations. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple et les résultats d'exploitation ont été pris en compte dans les résultats consolidés de la Société à partir de la date respective de chacune des acquisitions. L'actif net de ces acquisitions est pris en compte dans le secteur Formation et services associés – Civil.

**xwave**

En août 2008, la Société a signé une convention d'achat d'actifs en vue d'acquérir la division Défense, sécurité et aérospatiale de Bell Aliant, qui est actuellement exploitée par sa division xwave, pour environ 15,1 millions \$. Ce montant ne comprend pas la contrepartie conditionnelle de 11,0 millions \$ qui pourrait devoir être payée si certaines conditions sont réunies pour porter le prix total d'acquisition potentiel à 26,1 millions \$. Au 31 décembre 2008, l'opération n'était pas encore finalisée et la Société n'avait pas consolidé xwave. Cette opération est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris certaines approbations gouvernementales qui n'ont toujours pas été reçues et que les parties tentent actuellement d'obtenir. L'opération devrait être conclue durant les six premiers mois de l'année 2009.

**NOTE 4 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES**

Les bilans consolidés ainsi que les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie de la Société tiennent compte, sur la base d'une consolidation proportionnelle, de l'incidence de ses participations dans des coentreprises, soit celles de 49 % dans Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited, de 50 % dans Helicopter Training Media International GmbH, de 25 % dans Helicopter Flight Training Services GmbH, de 50 % dans Emirates-CAE Flight Training, de 49 % dans Embraer CAE Training Services LLC (depuis l'exercice 2008), de 50 % dans HATSOFF Helicopter Training Private Limited (depuis l'exercice 2008), de 51 % dans National Flying Training Institute Private Limited (depuis l'exercice 2009), et de 50 % dans le centre de formation CAE de Bangalore (depuis l'exercice 2009).

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

L'incidence des coentreprises sur les états financiers consolidés de la Société s'établit comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	<b>Au 31 décembre 2008</b>	Au 31 mars 2008
<b>Actif</b>		
Actif à court terme	<b>54,1</b> \$	33,8 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs à long terme	<b>233,8</b>	163,1
<b>Passif</b>		
Passif à court terme	<b>41,9</b>	22,9
Dette à long terme (y compris la partie à court terme)	<b>111,6</b>	75,9
Gains reportés et autres passifs à long terme	<b>0,5</b>	–

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
<b>Résultats</b>				
Revenus	21,8	\$ 12,1	\$ 59,3	\$ 40,8
Bénéfice net	3,7	3,1	11,6	8,3
Résultat d'exploitation sectoriel				
Produits de simulation – Militaire	0,7	0,3	2,4	1,1
Formation et services associés – Civil	3,2	3,6	10,9	9,2
Formation et services associés – Militaire	(0,2)	(0,3)	(0,6)	(0,4)

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
<b>Flux de trésorerie liés aux</b>				
Activités d'exploitation	13,9	\$ (1,9)	\$ 31,4	\$ 12,8
Activités d'investissement	(14,0)	(4,8)	(33,1)	(16,1)
Activités de financement	13,7	1,6	26,2	15,0

## NOTE 5 – INTÉRÊTS DÉBITEURS, MONTANT NET

Les intérêts débiteurs (créditeurs) s'établissent comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme	7,3	\$ 6,6	\$ 20,4	\$ 17,5
Amortissement des frais de financement reportés et autres	0,9	0,7	2,5	1,9
Intérêts capitalisés	(1,7)	(1,3)	(4,5)	(3,4)
Intérêts sur la dette à long terme	6,5	\$ 6,0	\$ 18,4	\$ 16,0
Intérêts créditeurs	(0,6)	\$ (0,7)	\$ (2,0)	\$ (2,3)
Autres intérêts créditeurs, montant net	(0,3)	(0,5)	(1,3)	(0,9)
Intérêts créditeurs, montant net	(0,9)	\$ (1,2)	\$ (3,3)	\$ (3,2)
Intérêts débiteurs, montant net	5,6	\$ 4,8	\$ 15,1	\$ 12,8

## NOTE 6 – COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont portés au bilan consolidé déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs, comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentent comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	<b>Au 31 décembre 2008</b>	Au 31 mars 2008
Comptes clients en souffrance		
1-30 jours	<b>32,6</b> \$	38,0 \$
31-60 jours	<b>16,1</b>	10,7
61-90 jours	<b>8,1</b>	6,3
Plus de 90 jours	<b>32,2</b>	20,6
<b>Total</b>	<b>89,0</b> \$	75,6 \$
Provision pour créances douteuses	<b>(8,2)</b> \$	(7,4) \$
Comptes clients courants	<b>128,4</b>	81,2
Comptes débiteurs non facturés	<b>50,7</b>	48,5
Actifs d'instruments dérivés	<b>32,5</b>	17,2
Autres comptes débiteurs	<b>38,6</b>	39,9
<b>Total des comptes débiteurs</b>	<b>331,0</b> \$	255,0 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses au 31 décembre 2008 :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2008	Neuf mois terminés le 31 décembre 2008
Solde au début de la période	(11,0) \$	(7,4) \$
Ajouts	(0,3)	(8,1)
Radiations	3,7	7,7
Écart de change	(0,6)	(0,4)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>(8,2)</b> \$	<b>(8,2)</b> \$

**NOTE 7 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

<i>(Chiffres non vérifiés) (en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
<b>Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors</b>				
<b>trésorerie :</b>				
Comptes débiteurs	(18,1)	\$ 3,6	\$ (7,0)	\$ (7,6)
Stocks	(3,0)	(15,3)	(98,6)	(9,5)
Charges payées d'avance	0,5	(7,9)	8,4	(7,8)
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	14,0	(8,2)	8,1	(21,1)
Comptes créditeurs et charges à payer	19,1	(23,1)	(9,3)	(70,7)
Acomptes sur contrats	16,5	27,2	8,4	27,8
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	29,0	\$ (23,7)	\$ (90,0)	\$ (88,9)
<b>Renseignements supplémentaires sur les flux de</b>				
<b>trésorerie :</b>				
Intérêts payés	6,0	\$ 7,9	\$ 19,5	\$ 19,1
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)	1,0	\$ 1,7	\$ 14,7	\$ 22,9
<b>Renseignements supplémentaires sur l'état des</b>				
<b>résultats :</b>				
Gains (pertes) de change sur instruments financiers comptabilisés en résultat :				
Prêts et créances	7,8	\$ (4,0)	\$ 11,5	\$ (26,4)
Actifs financiers et passifs financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	–	3,0	(0,7)	5,2
Autres passifs financiers	(10,1)	4,4	(13,3)	20,9
Gain (perte) de change	(2,3)	\$ 3,4	\$ (2,5)	\$ (0,3)

**Régimes de rémunération à base d'actions**

L'incidence nette des swaps sur actions relatifs au RDDVA et au RDLT atténue partiellement les variations du cours de l'action de la Société, lesquelles ont des répercussions sur le coût de ces régimes. L'incidence nette est présentée au poste lié aux régimes de rémunération à base d'actions.

**NOTE 8 – PARTAGE DE COÛTS AVEC LE GOUVERNEMENT****Projet Phoenix**

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour le projet sont présentés dans le tableau suivant :

<i>(Chiffres non vérifiés) (en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2008	Neuf mois terminés le 31 décembre 2008
Montants à recevoir au début de la période	9,8 \$	24,2 \$
Contributions	19,9	42,0
Paiements reçus	(10,6)	(47,1)
Montants à recevoir à la fin de la période	19,1 \$	19,1 \$

**Données globales sur les programmes**

Le tableau suivant fournit des renseignements sur les contributions constatées et sur les frais liés aux redevances constatés pour tous les programmes :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	<b>Trois mois terminés les</b> <b>31 décembre</b>		<b>Neuf mois terminés les</b> <b>31 décembre</b>	
	<b>2008</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Contributions créditées aux coûts capitalisés :				
Projet Phoenix	<b>4,2 \$</b>	5,4 \$	<b>9,9 \$</b>	16,4 \$
Contributions créditées aux résultats :				
Projet Phoenix	<b>15,7</b>	11,3	<b>32,1</b>	29,4
Total des contributions :				
Projet Phoenix	<b>19,9 \$</b>	16,7 \$	<b>42,0 \$</b>	45,8 \$
Frais liés aux redevances :				
Projet Phoenix	<b>- \$</b>	- \$	<b>- \$</b>	- \$
Programmes antérieurs	<b>2,5</b>	2,2	<b>7,5</b>	6,4

**NOTE 9 – AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

Le coût total des prestations constituées pour les périodes terminées les 31 décembre se composait des éléments suivants :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	<b>Trois mois terminés les</b> <b>31 décembre</b>		<b>Neuf mois terminés les</b> <b>31 décembre</b>	
	<b>2008</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Coût des services rendus au cours de la période	<b>2,5 \$</b>	2,1 \$	<b>7,2 \$</b>	6,3 \$
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	<b>3,5</b>	3,2	<b>10,5</b>	9,5
Rendement prévu de l'actif des régimes	<b>(3,4)</b>	(3,2)	<b>(10,0)</b>	(9,4)
Amortissement de la perte actuarielle nette	<b>0,5</b>	0,5	<b>1,5</b>	1,6
Amortissement du coût des services passés	<b>0,2</b>	0,2	<b>0,4</b>	0,4
Charge de retraite nette	<b>3,3 \$</b>	2,8 \$	<b>9,6 \$</b>	8,4 \$

**NOTE 10 – GESTION DU CAPITAL**

La gestion du capital de la Société vise les trois objectifs suivants :

- (i) Maximiser l'utilisation des emprunts dans le cadre de la gestion du coût du capital de la Société;
- (ii) Maintenir l'endettement de la Société à un niveau lui permettant de conserver sa santé financière et sa cote de crédit pour résister aux variations des cycles économiques;
- (iii) Offrir aux actionnaires de la Société un taux de rendement du capital investi acceptable.

La Société détermine le montant du capital en fonction des risques. Elle gère la structure de son capital et apporte des ajustements correspondants en fonction des fluctuations de la conjoncture économique et des caractéristiques du risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou utiliser des liquidités pour réduire la dette.

Dans cette optique, la Société assure le suivi de son capital à l'aide du ratio de la dette nette ajustée sur le capital. Ce ratio correspond à la dette nette ajustée divisée par la somme de la dette nette ajustée et des capitaux propres. La dette nette ajustée représente la somme du total de la dette (figurant au bilan consolidé et comprenant la dette sans recours) et de la valeur actualisée des contrats de location-exploitation (hors bilan) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les capitaux propres comprennent toutes les composantes des capitaux propres, à savoir le capital-actions, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu.

L'endettement par rapport aux capitaux propres dans la structure du capital sera maintenu à un niveau approprié en fonction du cycle économique et de la stratégie de croissance de la Société pour chaque secteur d'activité et sera par conséquent ajusté au fil du temps afin d'assurer l'atteinte des objectifs énoncés ci-dessus. Les ratios s'établissaient comme suit au 31 décembre 2008 et au 31 mars 2008 :

<i>(Chiffres non vérifiés) (en millions)</i>	<b>Au 31 décembre 2008</b>	Au 31 mars 2008
Total de la dette	<b>463,7</b> \$	379,8 \$
Ajouter : valeur actualisée des contrats de location-exploitation (hors bilan)	<b>231,8</b>	200,2
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>(197,8)</b>	(255,7)
Dette nette ajustée	<b>497,7</b> \$	324,3 \$
Capitaux propres	<b>1 149,4</b> \$	948,5 \$
<b>Ratio de la dette nette ajustée sur les capitaux propres</b>	<b>30:70</b>	25:75

L'augmentation du ratio de la dette nette ajustée sur les capitaux propres par rapport à celui au 31 mars 2008 est principalement attribuable à la hausse de la dette nette découlant des liquidités affectées et la prise en charge de la dette liée à l'acquisition de la Sabena Flight Academy, à d'autres frais généraux de l'entreprise et besoins en fonds de roulement ainsi qu'aux variations de change.

Au premier trimestre de l'exercice 2009, le conseil d'administration a approuvé l'augmentation du dividende trimestriel par action, qui est passé de 0,01 \$ à 0,03 \$.

La Société a conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien d'un certain montant de capital. Au 31 décembre 2008, la Société respecte toutes les clauses restrictives relatives à la préservation du capital.

**NOTE 11 – INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS****Instruments financiers**

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit :

(Chiffres non vérifiés)  
Au 31 décembre 2008  
(en millions)

	Détenus à des fins de transaction	Disponibles à la vente	Valeur comptable		Juste valeur
			Prêts et créances	Total	
<b>Actifs financiers</b>					
Trésorerie et équivalents de					
trésorerie	197,8 \$	– \$	– \$	197,8 \$	197,8 \$
Comptes débiteurs <sup>(a)</sup>	–	–	269,5 <sup>(b)</sup>	269,5	269,5
Autres actifs <sup>(a)</sup>	11,6 <sup>(c)</sup>	0,8 <sup>(d)</sup>	20,4 <sup>(e)</sup>	32,8	32,8
Actifs d'instruments dérivés	14,5 <sup>(f)</sup>	–	–	14,5	14,5
	<b>223,9 \$</b>	<b>0,8 \$</b>	<b>289,9 \$</b>	<b>514,6 \$</b>	<b>514,6 \$</b>

	Détenus à des fins de transaction	Autres passifs financiers	Valeur comptable		Juste valeur
			Total		
<b>Passifs financiers</b>					
Comptes créditeurs et charges à payer <sup>(a)</sup>	– \$	422,5 \$ <sup>(g)</sup>	422,5 \$		422,5 \$
Total de la dette à long terme	–	463,7	463,7		470,7
Gains reportés et autres passifs à long terme <sup>(a)</sup>	–	1,1 <sup>(h)</sup>	1,1		1,1
Passifs d'instruments dérivés	16,7 <sup>(f)</sup>	–	16,7		16,7
	<b>16,7 \$</b>	<b>887,3 \$</b>	<b>904,0 \$</b>		<b>911,0 \$</b>

(a) Ne comprend pas les instruments financiers dérivés qui ont été présentés séparément.

(b) Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir.

(c) Comprend l'encaisse affectée.

(d) Représente la participation de la Société dans CVS Leasing Ltd.

(e) Comprend les comptes débiteurs à long terme.

(f) Comprend les dérivés incorporés comptabilisés distinctement et les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture mais qui sont des couvertures économiques et ne comprend pas les instruments financiers dérivés qui sont des instruments de couverture désignés et efficaces.

(g) Comprend les comptes créditeurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

(h) Comprend les montants à payer à long terme qui répondent à la définition d'un passif financier.

(Chiffres non vérifiés)  
 Au 31 mars 2008  
 (en millions)

	Détenus à des fins de transaction	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable	Juste valeur
				Total	
<b>Actifs financiers</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie					
trésorerie	255,7 \$	– \$	– \$	255,7 \$	255,7 \$
Comptes débiteurs <sup>(a)</sup>	–	–	205,5 <sup>(b)</sup>	205,5	205,5
Autres actifs <sup>(a)</sup>	8,6 <sup>(c)</sup>	0,8 <sup>(d)</sup>	23,0 <sup>(e)</sup>	32,4	32,4
Actifs d'instruments dérivés	12,0 <sup>(f)</sup>	–	–	12,0	12,0
	276,3 \$	0,8 \$	228,5 \$	505,6 \$	505,6 \$

	Détenus à des fins de transaction	Autres passifs financiers	Valeur comptable	Juste valeur
			Total	
<b>Passifs financiers</b>				
Comptes créditeurs et charges à payer <sup>(a)</sup>				
	– \$	\$ 346,9 <sup>(g)</sup>	346,9 \$	346,9 \$
Total de la dette à long terme				
	–	379,8	379,8	389,3
Gains reportés et autres passifs à long terme <sup>(a)</sup>				
	–	0,5 <sup>(h)</sup>	0,5	0,5
Passifs d'instruments dérivés				
	15,5 <sup>(f)</sup>	–	15,5	15,5
	15,5 \$	727,2 \$	742,7 \$	752,2 \$

<sup>(a)</sup> Ne comprend pas les instruments financiers dérivés qui ont été présentés séparément.

<sup>(b)</sup> Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir.

<sup>(c)</sup> Comprend l'encaisse affectée.

<sup>(d)</sup> Représente la participation de la Société dans CVS Leasing Ltd.

<sup>(e)</sup> Comprend les comptes débiteurs à long terme.

<sup>(f)</sup> Comprend les dérivés incorporés comptabilisés distinctement et les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture mais qui sont des couvertures économiques et ne comprend pas les instruments financiers dérivés qui sont des instruments de couverture désignés et efficaces.

<sup>(g)</sup> Comprend les comptes créditeurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

<sup>(h)</sup> Comprend les montants à payer à long terme qui répondent à la définition d'un passif financier.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à des fins de transaction. De plus, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis le 31 mars 2008.

Dans le cadre de ses opérations financières, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales, a donné en garantie certains actifs financiers tels que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie, ses comptes débiteurs, ses autres actifs et ses actifs d'instruments dérivés. La valeur comptable de l'ensemble de ces actifs financiers donnés en garantie s'élevait à 75,4 millions \$ au 31 décembre 2008 (70,7 millions \$ au 31 mars 2008).

## Gestion des risques financiers

La Société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché en raison des instruments financiers qu'elle détient.

### **Risque de crédit**

Le risque de crédit représente le risque que la Société subisse une perte financière si un débiteur manque à ses obligations découlant des ententes relatives à des instruments financiers qu'il a conclues avec la Société. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs et à certains autres actifs dans le cours normal de ses activités. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie en raison de sa trésorerie, de ses équivalents de trésorerie et de ses actifs d'instruments financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant des activités normales de la Société est géré et surveillé indépendamment par les quatre secteurs, plus particulièrement en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. Les comptes clients sont initialement constatés à la juste valeur, puis au coût après amortissement, déduction faite de la provision pour créances douteuses. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que la Société soit dans l'impossibilité de recouvrer les montants dus conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note 6). La valeur comptable du compte client est réduite par l'intermédiaire d'un compte de provision et le montant de toute augmentation de la provision est porté en résultat. Lorsqu'un compte client n'est pas recouvrable, il est radié au moyen du compte de provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants radiés sont comptabilisés en résultat.

Les clients de la Société sont essentiellement des entreprises bien établies dont les cotes de crédit sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, la Société reçoit habituellement d'importants acomptes sur contrats, acomptes qui ne sont pas remboursables. La Société surveille de près son risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Les comptes clients de la Société ne sont pas détenus auprès de clients en particulier, mais plutôt d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, la Société réduit davantage le risque de crédit en vendant certains comptes débiteurs à un tiers, sans possibilité de recours. La Société ne détient aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès d'institutions financières importantes.

La Société est aussi exposée au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à ses instruments financiers dérivés. Elle réduit ce risque au minimum en concluant des contrats avec des contreparties qui jouissent d'une excellente cote de crédit. Habituellement, des garanties pour les instruments financiers présentant un risque de crédit ne sont pas fournies. La solvabilité des contreparties est régulièrement surveillée.

La valeur comptable présentée dans les tableaux des instruments financiers ci-dessus représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes. De plus, un montant de 25,6 millions \$ (15,6 millions \$ au 31 mars 2008) représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant des éléments exclus du tableau.

### **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité représente la possibilité que la Société ne puisse répondre à une demande de liquidité ou honorer ses engagements lorsqu'ils deviennent exigibles.

La Société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi constant des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, la Société formule une prévision détaillée de sa position de trésorerie consolidée afin de s'assurer de l'utilisation appropriée et efficace de ses ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les dettes hors bilan. La Société réduit le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer ses activités et honorer ses engagements et ses obligations de façon efficiente. Pour gérer son risque de liquidité, la Société a accès à des facilités de crédit renouvelables non garanties de 400,0 millions \$US et de 100,0 millions €. De plus, elle a conclu des ententes visant la vente de certains comptes débiteurs d'une valeur pouvant atteindre 50 millions \$. La Société est constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de son capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Le tableau ci-dessous présente une analyse des échéances des passifs de la Société d'après les flux de trésorerie contractuels prévus, à partir de la date du bilan consolidé jusqu'aux dates d'échéance contractuelles. Les montants correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés. Tous les montants contractuels libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en fonction du cours du change au comptant à la fin de la période, sauf indication contraire :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Au 31 décembre 2008</i> <i>(en millions)</i>	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0-12 mois	13-24 mois	25-36 mois	37-48 mois	49-60 mois	Par la suite
Comptes créditeurs et charges à payer <sup>(a, f)</sup>	422,5 \$	422,5 \$	422,5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Contrats de change à terme <sup>(b)</sup>	28,1							
Sorties de fonds		801,4	696,8	70,2	19,0	5,4	10,0	–
Rentrées de fonds		(773,0)	(676,6)	(64,4)	(17,4)	(5,0)	(9,6)	–
Total de la dette à long terme <sup>(c)</sup>	463,7	567,1	145,3	59,1	47,3	100,6	45,7	169,1
Swap de dérivés sur la dette à long terme <sup>(d)</sup>	(4,0)							
Sorties de fonds		83,3	10,3	10,9	11,0	9,6	7,8	33,7
Rentrées de fonds		(86,5)	(9,3)	(10,5)	(11,0)	(9,5)	(8,0)	(38,2)
Autres passifs à long terme <sup>(e, f)</sup>	1,1	1,1	–	0,9	0,2	–	–	–
	911,4 \$	1 015,9 \$	589,0 \$	66,2 \$	49,1 \$	101,1 \$	45,9 \$	164,6 \$

<sup>(a)</sup> Comprend les comptes créditeurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

<sup>(b)</sup> Comprend les contrats de change à terme, mais exclut tous les dérivés incorporés, qu'ils soient présentés à titre de passifs ou d'actifs dérivés. Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel.

<sup>(c)</sup> Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt.

<sup>(d)</sup> Comprend les swaps de taux d'intérêt et les swaps de taux de change qui sont désignés comme faisant partie d'une relation de couverture de flux de trésorerie ou de juste valeur de la dette à long terme et qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs financiers.

<sup>(e)</sup> Comprend d'autres passifs à long terme.

<sup>(f)</sup> Exclut les passifs financiers dérivés qui ont été présentés séparément.

### **Risque de marché**

Le risque de marché représente l'exposition de la Société à une baisse du bénéfice ou de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à son émetteur ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. La Société est principalement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

### **Risque de change**

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une baisse du bénéfice ou de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en devises. De plus, les établissements étrangers de CAE sont essentiellement autonomes et utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien (principalement le dollar US, l'euro et la livre sterling). L'exposition de la Société au risque de change découle principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres éléments du fonds de roulement de ses établissements étrangers.

Les secteurs gèrent également le risque de change en concluant des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société a recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer son exposition aux opérations en devises et pour modifier la devise de certains postes du bilan. La Société applique la comptabilité de couverture à un grand nombre d'opérations prévues et d'engagements fermes libellés en devises qui sont désignés comme étant des couvertures de flux de trésorerie. Plus particulièrement, la Société conclut des contrats de change à terme et des swaps de devises pour réduire le risque de variation des flux de trésorerie découlant des engagements de vente fermes, des achats prévus et des dettes libellées en devises.

Les programmes de couverture de change de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

L'exposition de la Société à une variation de 5 % de ses trois principales devises, ce qui est raisonnablement possible, a une incidence avant impôts de 4,8 millions \$ sur son bénéfice net. L'incidence, avant impôts, sur les autres éléments du résultat étendu est de 28,0 millions \$.

#### *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à une baisse du bénéfice ou de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de sa dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de sa dette à long terme à taux fixe. Elle gère essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation du flux de trésorerie. La Société a également une dette à taux variable sous forme d'un emprunt bancaire non garanti, une couverture de juste valeur et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. La Société cherche à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt portent principalement sur des swaps de taux d'intérêt.

Les programmes de couverture de taux d'intérêt de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion adéquate des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, un changement dans les taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence importante sur le bénéfice net consolidé de la Société et sur les autres éléments de son résultat étendu.

## **NOTE 12 – SECTEURS D'EXPLOITATION ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES**

### **Résultats par secteur**

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le bénéfice avant les autres produits (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées (désigné « résultat d'exploitation sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur d'exploitation sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les opérations entre secteurs d'exploitation consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur Produits de simulation – Civil au secteur Formation et services associés – Civil, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs d'exploitation et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et mesurée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Trois mois terminés les 31 décembre</i> <i>(en millions)</i>	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007
<b>Civil</b>						
Revenus externes	119,3	\$ 103,5	\$ 120,9	\$ 92,8	\$ 240,2	\$ 196,3
Résultat d'exploitation sectoriel	22,8	25,2	21,6	15,5	44,4	40,7
Amortissements						
– Immobilisations corporelles	1,2	1,2	15,6	11,3	16,8	12,5
– Actifs incorporels et autres actifs	0,4	0,4	2,5	1,2	2,9	1,6
Dépenses en immobilisations	1,9	1,2	39,7	14,1	41,6	15,3
<b>Militaire</b>						
Revenus externes	125,5	\$ 89,6	\$ 58,9	\$ 58,9	\$ 184,4	\$ 148,5
Résultat d'exploitation sectoriel	25,7	11,5	8,6	9,5	34,3	21,0
Amortissements						
– Immobilisations corporelles	1,6	1,5	1,6	1,3	3,2	2,8
– Actifs incorporels et autres actifs	1,1	1,5	0,6	1,1	1,7	2,6
Dépenses en immobilisations	2,2	1,5	8,1	4,3	10,3	5,8
<b>Total</b>						
Revenus externes	244,8	\$ 193,1	\$ 179,8	\$ 151,7	\$ 424,6	\$ 344,8
Résultat d'exploitation sectoriel	48,5	36,7	30,2	25,0	78,7	61,7
Amortissements						
– Immobilisations corporelles	2,8	2,7	17,2	12,6	20,0	15,3
– Actifs incorporels et autres actifs	1,5	1,9	3,1	2,3	4,6	4,2
Dépenses en immobilisations	4,1	2,7	47,8	18,4	51,9	21,1

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Neuf mois terminés les 31 décembre</i> <i>(en millions)</i>	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007
<b>Civil</b>						
Revenus externes	370,2	\$ 328,8	\$ 339,1	\$ 277,6	\$ 709,3	\$ 606,4
Résultat d'exploitation sectoriel	73,6	71,1	61,4	49,7	135,0	120,8
Amortissements						
– Immobilisations corporelles	3,3	3,5	41,1	33,4	44,4	36,9
– Actifs incorporels et autres actifs	1,4	1,6	6,5	5,7	7,9	7,3
Dépenses en immobilisations	3,9	3,4	116,2	120,2	120,1	123,6
<b>Militaire</b>						
Revenus externes	339,9	\$ 282,2	\$ 174,2	\$ 168,4	\$ 514,1	\$ 450,6
Résultat d'exploitation sectoriel	60,9	37,2	29,6	23,8	90,5	61,0
Amortissements						
– Immobilisations corporelles	4,4	4,4	4,2	4,2	8,6	8,6
– Actifs incorporels et autres actifs	3,2	3,3	1,9	2,1	5,1	5,4
Dépenses en immobilisations	4,5	5,2	16,3	12,4	20,8	17,6
<b>Total</b>						
Revenus externes	710,1	\$ 611,0	\$ 513,3	\$ 446,0	\$ 1 223,4	\$ 1 057,0
Résultat d'exploitation sectoriel	134,5	108,3	91,0	73,5	225,5	181,8
Amortissements						
– Immobilisations corporelles	7,7	7,9	45,3	37,6	53,0	45,5
– Actifs incorporels et autres actifs	4,6	4,9	8,4	7,8	13,0	12,7
Dépenses en immobilisations	8,4	8,6	132,5	132,6	140,9	141,2

### Actif utilisé par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les stocks, les charges payées d'avance, les immobilisations corporelles, l'écart d'acquisition, les actifs incorporels et les autres actifs, à l'exception des liquidités, des impôts sur les bénéfices et des actifs de certaines filiales inactives.

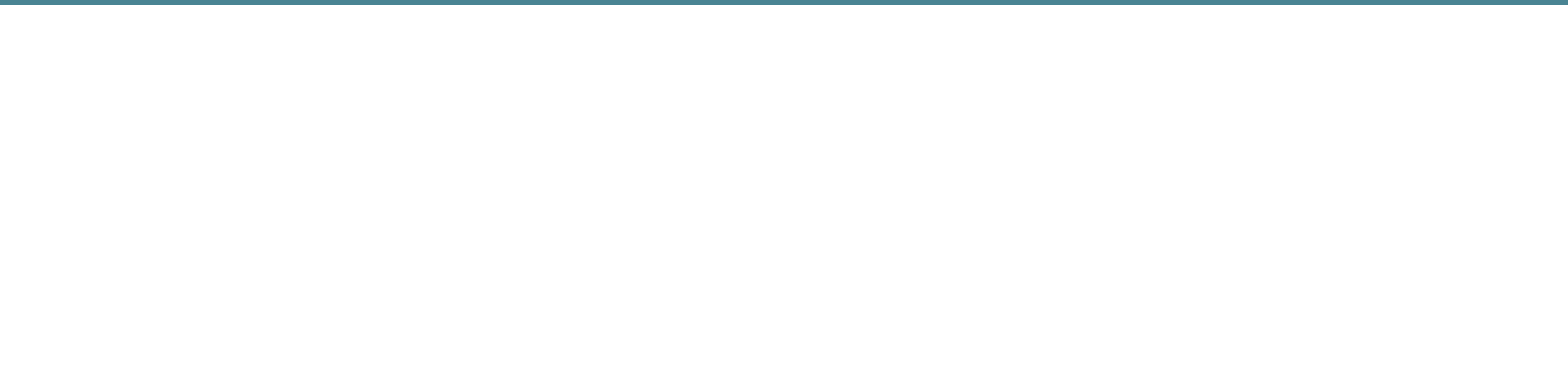
<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre 2008		Au 31 mars 2008	
Produits de simulation – Civil	280,4	\$	208,3	\$
Produits de simulation – Militaire	405,5		302,8	
Formation et services associés – Civil	1 316,5		1 067,6	
Formation et services associés – Militaire	241,5		219,8	
Total de l'actif utilisé	2 243,9	\$	1 798,5	\$
Actif non inclus dans l'actif utilisé	415,7		454,7	
Total de l'actif	2 659,6	\$	2 253,2	\$

### Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services dans plus de 20 pays. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre 2008		Neuf mois terminés les 31 décembre 2008	
Revenus tirés de clients externes				
Canada	23,3	\$	11,7	\$
États-Unis	147,2		104,8	
Royaume-Uni	33,5		23,9	
Allemagne	66,5		42,8	
Pays-Bas	19,6		21,0	
Autres pays d'Europe	37,6		34,4	
Chine	26,4		25,5	
Émirats arabes unis	16,5		19,6	
Autres pays d'Asie	27,9		24,4	
Australie	11,0		20,0	
Autres pays	15,1		16,7	
	424,6	\$	344,8	\$
			1 223,4	\$
				1 057,0
				\$

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre 2008		Au 31 mars 2008	
Immobilisations corporelles, écart d'acquisition et actifs incorporels				
Canada	198,1	\$	205,9	\$
États-Unis	404,9		297,2	
Amérique du Sud	70,6		66,1	
Royaume-Uni	155,4		166,3	
Espagne	97,6		95,4	
Allemagne	82,0		67,2	
Belgique	87,7		27,1	
Pays-Bas	131,4		134,0	
Autres pays d'Europe	42,2		34,2	
Émirats arabes unis	80,9		63,6	
Asie	119,2		54,3	
Autres pays	11,8		13,0	
	1 481,8	\$	1 224,3	\$





cae.com

